



La ministre des Affaires sociales et de la santé, Marisol Touraine, présente le 7 octobre à l'Assemblée nationale son rapport sur les retraites.

Photo DR

## Le lit de camp du Medef au ministère du Budget

Le gouvernement avait inscrit dans son budget pour l'an prochain une taxe sur l'excédent brut des entreprises (EBE), pour environ 2,5 milliards d'euros. Le 6 octobre, il annonce qu'elle est abandonnée. François Hollande avait certes déclaré, lors de sa dernière interview télévisée, qu'il était le « *président des entreprises* », mais le président de l'organisation patronale CGPME, qui se réjouit, n'en revient pas lui-même. « *On ne peut que s'étonner de ce revirement inattendu quelques jours après la présentation du projet de loi de finances* » ! C'est un « *abandon sous l'impulsion du patronat* », confirme l'AFP. Le Medef, qui était pour la nouvelle taxe (le gouvernement avait promis d'abaisser largement un autre impôt, celui sur les bénéficiaires), s'est finalement ravisé. Sur BFMTV, le ministre Montebourg plaisante amicalement avec le vice-président du Medef : « *Le gouvernement discute avec tout le monde, on ne peut pas lui reprocher, n'est-ce pas, monsieur Roux de Bézieux, qui maintenant avez votre lit de camp dans le bureau du ministre du Budget.* » On sait désormais comment les lois de finances de ce gouvernement sont préparées. La taxe supprimée sera remplacée par une autre, mais qui ne sera que temporaire. Ils ont « *de la chance* », les patrons, non ? Quant aux retraités, eux, même gagnant à peine 1 000 euros, ils devraient payer, avec le report de six mois de la revalorisation de leur pension, comme le prévoit le projet de réforme des retraites. Le gouvernement appelle cela « *réparer des injustices* ».

Y. L.

Le projet de loi est débattu à l'Assemblée nationale depuis le 7 octobre

# Retraites : le gouvernement ose prétendre qu'il "répare des injustices" !

Yan Legoff

La discussion du projet de loi contre les retraites a commencé le 7 octobre à l'Assemblée nationale. Un premier vote aura lieu le 15 octobre, puis le projet sera transmis au Sénat. Pour la première fois, un gouvernement de « gauche » va allonger la durée de cotisation, tout comme l'avait fait ses prédécesseurs de droite en 1993, 2003, 2008 et 2010. « *Nous avons délibérément choisi d'écarter toute mesure brutale, comme le relèvement de l'âge de départ* », a prétendu la ministre Marisol Touraine en commission. Une pure hypocrisie. Au même moment, son collègue des Finances écrit à la Commission européenne que « *l'âge légal de départ à la*

*retraite est maintenu à 62 ans, mais l'âge effectif de départ à la retraite, qui constitue le critère déterminant au regard de la soutenabilité des finances publiques, devrait mécaniquement augmenter avec l'allongement de la durée de cotisation* » (1). Le gouvernement veut en plus faire payer les retraités actuels, en retardant de six mois la revalorisation des pensions. « *Il n'est pas anormal qu'ils soient appelés à participer à l'effort* », a osé dire le rapporteur du texte pour la commission des affaires sociales, le député PS Michel Issindou. Il estime que les retraités, même gagnant « *1 000 euros par mois* » — une fortune, sans doute ! —, ont aussi un devoir de solidarité à l'égard des jeunes générations ». Et d'ajouter : « *Jamais les réformes antérieures n'ont apporté autant d'importances à la réparation des injustices.* »

### "VOUS VALIDEZ LA RÉFORME FILLON !", SE GAUSSE LA DROITE

L'opposition de droite se gausse, par la voix du député UMP Arnaud Robinet : « *Vous validez la réforme Fillon* ». Elle reproche surtout au gouvernement de ne pas aller assez loin, de ne pas, par exemple, avancer davantage dans la suppression des régimes spéciaux. Le rapporteur PS lui a répondu en commission, louant la contre-réforme de 2008 du gouvernement Sarkozy : « *Vous avez fortement rapproché les régimes spéciaux du régime général — et je vous en félicite. Aujourd'hui, cette convergence se poursuit (...). Lorsque les régimes spéciaux auront été davantage uniformisés, ces questions pourront être soulevées.* » Mensonge, double langage, cynisme... Il n'y a guère que le secrétaire général de la CFDT, Laurent Berger, pour déclarer être « *tout à fait à l'aise avec la réforme* » (2) ! Même le Front de gauche, dont la représentante, Jacqueline Fraysse, avait assuré au gouvernement, lors de la discussion en commission, de l'« *esprit constructif* » des

députés de son groupe, est amené à rectifier, une semaine plus tard en séance publique : « *Nous ne cautionnerons pas ces formidables renoncements.* » « *Nous sommes opposés à la philosophie même de votre projet* », a insisté son collègue de groupe Marc Dolez à l'adresse de la ministre Marisol Touraine.

### "CONSENSUS" ? ILS SE PAYENT DE MOTS...

Le gouvernement ne s'en alarme pas. Et pour cause : le PCF conclut au même moment des accords avec le PS pour des listes communes aux élections municipales dans la plupart des grandes villes. Egaux à eux-mêmes, les écologistes sont aussi adeptes du grand écart. Refusant l'allongement de la durée de cotisation, leur représentante tempère aussitôt : « *Nous ne ferons pas montre d'une opposition pavlovienne.* » Il ne faut pas mettre les ministres écologistes trop en porte-à-faux... Le gouvernement et les députés PS prétendent avoir mis « *l'ensemble des acteurs autour d'une table pour parvenir à un consensus* » (3). Ils se payent de mots. C'est l'inverse qui mûrit aujourd'hui dans le pays, comme en témoignent les appels communs qui se multiplient à tous les niveaux, de la CGT et de la CGT-FO, rejointes par la FSU et Solidaires, contre le projet de loi, allant même jusqu'à en exiger le « *retrait* » ou « *l'abandon* », notamment à l'occasion de la journée interprofessionnelle de mobilisation, le 15 octobre. ■

(1) Rapport économique et financier, transmis à la Commission européenne le 1<sup>er</sup> octobre par le ministre de l'Économie et des Finances. « *A terme, un assuré qui débute sa carrière à 23 ans (c'est la moyenne en France) ne pourra partir à la retraite au taux plein qu'à partir de 66 ans* », précise aussi le ministère dans le rapport.

(2) Le 7 octobre, sur France 2.

(3) La députée PS Joëlle Huillier, le 7 octobre.

30 NOVEMBRE, À PARIS

## Conférence nationale pour l'unité et la résistance

Le comité de liaison national pour l'unité et la résistance, issu de la conférence nationale du 1<sup>er</sup> décembre 2012, a finalement fixé au 30 novembre 2013 la date de sa prochaine conférence nationale qui se tiendra à Paris.

Pour tout contact : confnatuniteresistance@gmail.com

# 15 octobre : mobilisation interprofessionnelle contre la "réforme" des retraites

Après l'appel lancé par la CGT, FO, la FSU et Solidaires à une journée de mobilisation interprofessionnelle et à un rassemblement devant l'Assemblée nationale, le 15 octobre, jour du vote du projet de loi Ayrault sur les retraites, les prises de position unitaires se multiplient.

## JEAN-CLAUDE MAILLY, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE FO : "Nous demandons le retrait du texte"

Latribune.fr, 6 octobre 2013

**J**ean-Claude Mailly, secrétaire général de FO, a indiqué ce dimanche 6 octobre sur France 3 que sa centrale allait finalement demander aux députés le retrait du projet de loi de réforme des retraites dans une pétition qui sera publiée demain lundi 7 octobre, jour où va démarrer l'examen du texte à l'Assemblée.

"Certaines dispositions dont vous allez débattre constituent des avancées, qui demandent néanmoins à être confirmées et améliorées. Cependant elles sont gravement entachées par des mesures lourdes, tel l'allongement de la durée de cotisation, c'est la raison pour laquelle nous en demandons le retrait", indique la pétition. "C'est inacceptable et ça rend l'ensemble du projet inacceptable", a dit sur France 3 Jean-Claude Mailly à propos de l'allongement de la durée de cotisation. Jusqu'ici, malgré des contestations internes à son organisation, Jean-Claude Mailly s'était gardé de demander l'abrogation du texte ; souhaitant plutôt que les dispositions sur l'allongement de la durée de cotisation soient retirées. Cette fois, donc, il demande purement et simplement le retrait du texte. Sous la pression interne certes, mais aussi pour tenter d'accroître la mobilisation en émettant un mot d'ordre clair.

(...) Les quatre syndicats opposés au texte (CGT, FO, la FSU et Solidaires) sont finalement parvenus, après des annonces d'actions unilatérales qui devaient avoir lieu à des dates distinctes, à un accord pour un rassemblement sur le pont de la Concorde, face à l'Assemblée nationale, le 15 octobre, jour du vote du projet en hémicycle. »

## COMMISSION EXÉCUTIVE CONFÉDÉRALE DE LA CGT, 1<sup>er</sup> OCTOBRE

**"Prendre toutes les dispositions d'impulsion nécessaires à la réussite de cette journée de mobilisation, et de son caractère unitaire..."**

**L**a CE confédérale considère qu'il est essentiel, dans cette période, de créer les conditions du rassemblement le plus large possible des salariés. Cela nécessite d'ancrer davantage notre démarche revendicative sur les lieux de travail. La CE réaffirme la nécessité pour toutes nos organisations professionnelles et territoriales de réussir la semaine d'action du 7 au 11 octobre 2013 par des actions multiformes avec l'implication des salariés : interpellation du Medef, des parlementaires, conférences de presse, rassemblements, etc. Cette semaine d'action doit servir à la réussite d'une journée unitaire et interprofessionnelle le 15 octobre 2013, nouvelle étape dans la construction du processus de mobilisation. La CE confédérale appelle ses organisations à prendre toutes les dispositions d'impulsion nécessaires à la réussite de cette journée de mobilisation, et de son caractère unitaire, avec arrêts de travail et manifestations, en portant nos exigences en matière de salaires, d'emploi, de conditions de travail et de retraite. »

## LE CONSEIL DÉLIBÉRATIF FÉDÉRAL NATIONAL DE LA FSU (25 SEPTEMBRE 2013)

**"Un projet de loi inacceptable... La FSU demande qu'il soit abandonné"**

« Le projet de loi actuellement débattu au Parlement n'est pas acceptable. Après les mobilisations de 2010, la déception et la colère sont grandes, notamment devant le nouvel allongement de la durée de cotisation à 43 annuités à terme et la non-suppression du système décote-surcote. Cela revient à reculer encore l'âge de départ à la retraite et à baisser le niveau des pensions des retraités. La mise à contribution, une fois encore, essentiellement des salariés et des retraités, qui subiront le retard de la revalorisation des pensions — puisque le gouvernement propose de compenser intégralement l'effort demandé aux entreprises par de nouvelles exonérations des cotisations de la branche famille — est intolérable. (...)

La FSU demande que ce projet soit abandonné et que soit mise en œuvre une autre réforme prenant en compte les revendications et propositions alternatives que porte la FSU avec d'autres organisations. »

## LE CONSEIL NATIONAL DU SNES (18 SEPTEMBRE 2013) DEMANDE LE RETRAIT DU PROJET

« Le SNES considère que ce projet de loi, notamment par l'allongement de la durée de cotisation à 43 annuités pour tous, est inacceptable, il en demande le retrait (...). »

## LES UNIONS LOCALES CGT ET FO DE COMPIÈGNE APPELLENT À SE MOBILISER LE 15 OCTOBRE POUR LE RETRAIT DE LA RÉFORME AYRAULT DES RETRAITES.

« (...) 1993, 1995, 2003, 2007, 2010... 5 réformes des retraites, 5 reculs ! Et maintenant 2013 ? Les profits des grands groupes explosent, les dividendes aux actionnaires ont progressé sept fois plus vite ces trente dernières années que la masse salariale, et on ose prétendre qu'il n'y a pas d'argent pour les retraités ! (...)

Alors qu'il faudrait revenir sur les régressions imposées par les réformes précédentes, revenir sur les allongements successifs de la durée de cotisation, Alors qu'il faudrait revaloriser le niveau des pensions, rétablir et permettre les départs anticipés à chaque fois que c'est nécessaire, Au contraire, le plan Ayrault poursuit et aggrave les réformes précédentes. C'est inacceptable ! Retrait du plan Ayrault ! »

## LES SYNDICATS FO ET CGT D'EDF À LA DSP DE NANTERRE

**"Retrait du projet de loi Hollande-Ayrault"**

« Nous, syndicats CGT et Force ouvrière de la direction des services partagés (DSP) informatique et télécom (...), nous prononçons pour le retrait du projet de loi Ayrault sur les retraites. Nous vous informons que les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires d'Ile-de-France appellent à participer à un rassemblement interprofessionnel (...) le jeudi 10 octobre à partir de 12 h 30. Nous vous invitons à participer nombreux à

la grève et à la manifestation organisée le mardi 15 octobre à 12 h 30 au départ de Saint-Augustin pour rejoindre l'Assemblée nationale alors que les députés débattront du projet de loi. Aucun recul n'est acceptable ! Retrait du projet de loi Hollande-Ayrault sur les retraites ! »

## UNIONS DÉPARTEMENTALES FO, CGT, FSU D'EURE-ET-LOIR

**"Tous ensemble dans l'unité les 10 et 15 octobre pour exiger le retrait de la contre-réforme des retraites"**

« (...) Malgré les fortes manifestations unitaires du 10 septembre (900 à Chartres), le gouvernement persiste dans sa volonté d'allonger une nouvelle fois la durée de cotisation pour avoir accès à la retraite (43 ans pour les salariés nés à partir de 1973) !

C'est le prolongement et l'aggravation des contre-réformes précédentes. (...) C'est l'augmentation des salaires et des pensions, l'arrêt des suppressions de postes dans la fonction publique et des licenciements dans le privé qui entraîneront automatiquement une hausse du montant des cotisations et donc des ressources financières pour la Sécurité sociale. 1993 Balladur-2013 Ayrault : vingt ans de recul social, ça suffit ! »

## UNIONS LOCALES CGT, FO, SOLIDAIRES, SNUIPP-FSU DE SAINT-DENIS (SEINE-SAINT-DENIS)

**Appel à tous les salariés du public et du privé à manifester les 10 et 15 octobre pour le retrait du projet de loi Ayrault**

« (...) Avec un chômage endémique (plus de 140 000 privés d'emplois en Seine-Saint-Denis), la réalité des carrières courtes, majoritairement chez les femmes, et l'accès tardif des jeunes à un premier emploi stable (27 ans en moyenne), il sera quasiment impossible de valider la totalité de ses annuités. La réforme 2010 a déjà réduit les droits à pension de plus de 30 %, en aggravant les inégalités déjà fortes entre les pensions des femmes et celles des hommes.

(...) Les unions locales CGT, FO, Solidaires et le SNUipp de Saint-Denis considèrent que ce sont toutes les mesures d'austérité prises pour baisser le "coût du travail" qui sont responsables du prétendu déficit de nos régimes de retraite.

(...) Elles considèrent qu'après la conférence sociale de juin dernier, il n'y a pas de "diagnostic partagé" entre les organisations syndicales et le gouvernement, contrairement à ce qu'il affirme. »

## ÉDITORIAL



## L'euro est la clé de voûte

Daniel Gluckstein  
Secrétaire national du POI

**A** l'heure où le Parlement examine le projet de loi sur les retraites, les travailleurs savent que cette contre-réforme, comme celle de Peillon sur l'école, comme l'acte III de la décentralisation, la politique d'austérité ou l'accompagnement des plans de licenciements — en un mot toute la politique du gouvernement Hollande-Ayrault — s'inscrit dans le cadre fixé par les traités européens (dictés eux-mêmes par le capital financier).

La question clé pour la classe ouvrière, celle de l'indépendance de classe de ses organisations, intègre donc l'indépendance vis-à-vis de l'Union européenne, ses institutions, ses traités.

Le gouvernement ne manque aucune occasion de prêter allégeance : Moscovici l'a encore montré la semaine dernière en soumettant son projet de budget à l'approbation des commissaires européens.

Qu'en est-il du Parti communiste français ? Dans un même élan, *L'Humanité* critique la contre-réforme des retraites et annonce la tenue d'une convention du PCF préparant les élections européennes sur le thème : « Refonder l'Europe ». Il s'agit, nous dit-on, d'introduire « des éléments en rupture avec les fondements de classe de l'actuelle Union européenne », en avançant « un concept nouveau : celui de peuples libres et associés », tout en « en dénonçant les impasses que constitue la fausse solution d'une sortie de l'euro, le document rejetant cette voie pour lui préférer la transformation de l'actuelle monnaie unique pour la mettre au service des peuples ».

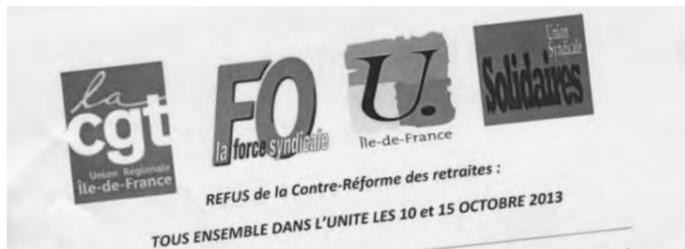
Des peuples « libres », mais pas libres de sortir de l'euro ?

L'euro n'est pas n'importe quelle pièce du mécanisme européen : elle en est la clé de voûte. Tous les traités, depuis Maastricht, ont le même socle : assurer la stabilité de la monnaie unique (d'où les fameux « critères » de 3 % des déficits publics et de 60 % du montant total de la dette par rapport au PIB). Plans de rigueur et plans d'ajustement structurel imposés par la troïka (constituée en 2010 par le FMI, la BCE et l'Union européenne) sont tous « justifiés » par la nécessité de sauver l'euro.

L'euro ne peut être ni « transformé » ni « démocratisé » (1)

Une véritable union libre des peuples et des nations libres de toute l'Europe suppose que les peuples soient libres de décider librement les formes de leur coopération, libres de se débarrasser du carcan de la Banque centrale européenne, de son euro et de ses plans d'ajustement structurel, libres de dénoncer les traités européens et de ne pas subir la dictature de la troïka. C'est dans cette perspective que le bureau national du Parti ouvrier indépendant a répondu à l'invitation de nos camarades allemand et espagnol en se prononçant pour la tenue d'une rencontre européenne, en précisant : « Ce sont les travailleurs et les peuples qui ouvriront — en s'arc-boutant dans chacun de leurs pays sur leurs revendications légitimes, en refusant les "réformes" (des retraites, de la Sécurité sociale, etc.) — les premières brèches dans le dispositif de "gouvernance supranationale" de l'Union européenne », ouvrant ainsi la voie « à l'union libre des peuples et des nations libres d'Europe ».

(1) Au fait, n'y a-t-il pas un rapport entre cet acharnement à préserver l'euro (et donc les institutions européennes) et l'alliance avec le Parti socialiste pour les prochaines élections municipales ?



## Chronique

## POLITIQUE

## Rythmes scolaires : consensus et révolte

Laurence Fayard

Les responsables politiques de droite comme de « gauche » ne ménagent pas leurs efforts pour tenter de sauver le soldat Peillon et sa réforme des rythmes scolaires. Se joignent à eux au plan national la FCPE, association de parents d'élèves proche du PS, ainsi que certains dirigeants syndicaux.

Le 4 octobre, au lendemain de la grève à 95 % des enseignants d'Aubervilliers, deux anciens ministres UMP de l'Éducation nationale, Luc Ferry et Xavier Darcos, volent au secours de Peillon. « La loi sur les rythmes scolaires est, sur les principes, extrêmement bonne », déclare Luc Ferry à la radio, prétendant faire la leçon aux enseignants et aux maires : « C'est une question d'application et donc de bonne volonté à la fois des maires et des instits. »

Quant à Xavier Darcos, qui, en 2008, avait fait adopter un décret supprimant deux heures d'enseignement hebdomadaires et ouvrant la voie à l'actuelle réforme, il appuie fermement Vincent Peillon et appelle « à essayer de mettre un peu de calme dans tout cela », en référence à la pétition lancée par l'UMP. Si l'UMP « demande le report » de la réforme, ce n'est pas parce qu'elle y est défavorable, mais parce qu'elle craint que le fait « que son financement et son application efficace ne sont pas garantis » ne mette en échec la territorialisation de l'école !

A « gauche », pas question pour le PCF de suspendre et d'abroger le décret. L'éditorial de *L'Humanité* (4 octobre) apporte un soutien à peine voilé au ministre Peillon — qu'il invite à « dresser une véritable feuille de route, dans la concertation et sans précipitation » — et à sa réforme, pour conclure : « En d'autres termes, la réforme portera ses fruits si l'on sort par le haut de la confusion actuelle. »

La FCPE, de son côté, ne lésine pas sur les moyens pour en appeler à l'union nationale autour du ministre. Ainsi, après avoir osé déclarer que « les enseignants sont là au service des enfants comme la caissière est là au service des clients » (AFP, 26 septembre), ce qui met explicitement en cause leur statut et leur mission d'instruction, elle « organise, mercredi 9 et jeudi 10 octobre, 24 heures de mobilisation pour cette réforme » ! Honte à ceux qui comparent l'école publique à un supermarché !

Au même moment, les responsables de l'UNSA-Education déclarent qu'ils s'engagent « pour la réussite de la réforme en cours ». Ceux du SGEN-CFDT en appellent à un « dialogue social constructif » au niveau local pour la mise en place de la réforme. Et alors qu'au plan départemental, de nombreuses sections du SNUipp-FSU appellent à la mobilisation dans l'unité avec les autres syndicats, pour la suspension et/ou l'abrogation de la réforme, Sébastien Sühr, secrétaire général du SNUipp-FSU, affirme « qu'il n'est pas d'actualité de suspendre la réforme » (*Le Journal du dimanche*, 6 octobre).

Mais voilà, la révolte est là. Aubervilliers, Paris, Toulouse, Quimper, etc. : grèves, manifestations, pétitions se multiplient pour exiger la suspension de la réforme des rythmes scolaires.

De leur côté, les associations d'élus (AMF puis AMRF [1]) montent au créneau pour que l'État en prenne en charge le financement...

**L'abandon de la réforme arraché par les parents à Crillon, dans l'Oise, vient confirmer que le combat pour la suspension immédiate de la réforme peut l'emporter et est plus que jamais à l'ordre du jour.**

(1) AMF : Association des maires de France. AMRF : Association des maires ruraux de France.

## AUBERVILLIERS (Seine-Saint-Denis)

95 % des enseignants en grève pour la suspension immédiate de la réforme des rythmes scolaires

## Le face-à-face... et le mandat



Dans la salle de la mairie, confrontation avec le maire d'Aubervilliers.

Isabelle Rémy

« Suspension immédiate de la réforme des rythmes scolaires ! » C'est sur ce mot d'ordre que les enseignants d'Aubervilliers ont imposé l'unité de tous leurs syndicats (SNUipp-FSU, SNUDI-FO, CGT Educ'action, et SUD Education) dans un appel à la grève et à un rassemblement à la mairie le 3 octobre (voir notre précédent numéro).

La FCPE locale a également appelé sur cette exigence « les parents d'élèves, dans l'unité avec les enseignants, à se rendre en masse à la mairie ».

**"S**uspension immédiate : les plus de 400 enseignants (en grève à 95 % avec leurs syndicats), parents, personnels communaux, animateurs, rassemblés à la mairie, ont fait prévaloir ce mandat.

Quand il est annoncé que le maire reçoit une délégation mais que tout le monde ne peut pas rentrer, les enseignants avec leurs drapeaux syndicaux, les mamans avec leurs pousettes s'engouffrent dans le hall et, à plusieurs reprises, imposent la réouverture des portes. Plus d'une centaine d'entre eux se retrouvent face au maire PS, Jacques Salvator.

## D'UN CÔTÉ, LA SALLE

**Une enseignante syndicaliste :** « Nous sommes rassemblés pour exiger que vous suspendiez immédiatement l'application de cette réforme. Vous portez, monsieur le maire, l'entière responsabilité de ce désastre en ayant décidé de l'application de la réforme, mais vous avez aussi le pouvoir de l'arrêter en décidant de suspendre son application à Aubervilliers. Nous ne lâcherons pas. Nous sommes tous déterminés. Vous devez répondre favorablement, dès à présent, à la revendication des enseignants, des syndicats, des parents et des personnels communaux. »

**Une autre :** « Le périscolaire prend le pas sur le scolaire. Les Rased, les Clis ne peuvent pas fonctionner parce qu'il y a des

horaires complètement déstructurés qui font qu'il est difficile d'aider les enfants les plus fragiles. Qu'on nous remette des Rased qui nous permettent de les aider... (La salle : « et des remplaçants ! ») En nous demandant de donner nos classes pour le périscolaire, nos missions, nous ne pouvons pas les assurer. Nous demandons l'abrogation et la suspension de cette réforme. »

**Une enseignante :** « Il y a aussi un problème d'insécurité : les portes sont ouvertes 24 heures sur 24, avec des personnels que l'on ne connaît pas, qui arrivent au compte-gouttes et pas à des horaires fixes ; parce que nous n'avons pas de locaux, des enfants ont passé leur périscolaire dans la cour, sous la pluie, les parents les ont récupérés trempés de la tête aux pieds. Des enfants ont été retrouvés dans la rue. Des parents sont éperdus : les élèves en élémentaire en école A, les enfants en maternelle en école B... Ils doivent jongler avec les emplois du temps. C'est pourquoi nous demandons l'abrogation de cette réforme. »

**Une mère d'élève :** « Ma fille a été malade un lundi où il y avait périscolaire, je suis allée la chercher à 14 h 30. Jusqu'à 14 h 40, il n'y avait pas d'animateurs associatifs pour prendre le relais. La maîtresse a téléphoné partout. Le responsable du périscolaire du groupe scolaire m'a dit qu'il n'avait pas d'autorité hiérarchique sur les animateurs et que, pour l'instant, si un animateur associatif venait pas, il n'y avait personne devant les enfants à 14 h 30. »

**Une autre :** « Au mois de juillet, vous nous avez dit : "J'ai décidé." On vous a dit : "Nos enfants ne sont pas des cobayes." Des petits de CP qui se retrouvent sur le trottoir, ça pose un problème. Nous, parents d'élèves, demandons la suspension, parce que c'est une mauvaise réforme. »

**Un enseignant syndicaliste :** « Les conséquences, aujourd'hui, sont de votre responsabilité, la pagaille, aujourd'hui, c'est votre responsabilité. C'est la déstabilisation de l'équipe enseignante, des animateurs et des agents territoriaux, des Atsem dans les maternelles, partout ! C'est irresponsable de mettre les enseignants, les animateurs, les parents et

les enfants dans une telle situation. » (La salle : « Retrait ! Retrait ! Retrait ! »)

**Une mère d'élève :** « Les classes transplantées n'ont pas lieu à cause du périscolaire, les heures de conservatoire sont aussi enlevées aux enfants. Où est la qualité ? Tout ce qui était mis en place pour les enfants est aujourd'hui supprimé. »

## DE L'AUTRE, LE MAIRE

« Nous n'allons pas nier le fait que dans la phase initiale, beaucoup de conseils d'école avaient émis un avis défavorable au fait que la réforme soit engagée dès cette année... (Tous : huées et sifflets dans la salle.)

... Les raisons qui nous ont poussés à démarrer le 3 septembre, c'est que nous sommes favorables à cette réforme. Je le partage avec la FCPE nationale... Pourquoi l'avons-nous fait en 2013 ? D'une part, parce qu'il nous semblait que la ville d'Aubervilliers, sans doute plus que d'autres, avait besoin de ces rythmes scolaires... (Huées et sifflets dans la salle.)

Nous avons fait le constat que si nous partions les premiers, nous aurions plus de facilités à recruter des animateurs. Vu la configuration sociologique d'Aubervilliers, si elle partait en 2013, elle pouvait bénéficier d'une aide gouvernementale plus importante... (Huées et sifflets dans la salle.)

... A la Toussaint, nous aurons déployé l'ensemble du dispositif, et nous maintenons cet engagement : offrir à 9 000 enfants d'Aubervilliers deux ateliers péri-éducatifs chaque semaine... J'ai obtenu un certain nombre de garanties pour son amélioration, notamment la participation de l'Éducation nationale au dispositif... (La salle : « Retrait ! Retrait ! Retrait ! »)

... Quels moyens allons-nous déployer pour améliorer la situation ? Dès la semaine prochaine, en allant dans chacune des écoles rencontrer la communauté éducative et les parents d'élèves... (La salle : « Ahhhhh ! »)

... école par école, nous allons voir les modifications sur lesquelles nous allons travailler... »

**La salle :** « Retrait ! Retrait ! Retrait ! »  
**Le maire se lève et sort sous les huées et les sifflets.**

## LE MANDAT

Devant la mairie, des membres de la délégation rendent compte des réponses du maire.

**Un enseignant syndicaliste :** « L'union fait la force. On vient d'assister à une fin de non-recevoir, par conséquent, restons tous unis pour discuter de ce qui a été donné comme réponse. »

**Une enseignante :** « C'est tous ensemble qu'on y arrivera et on essaye de nous diviser. C'est tous ensemble qu'on gagnera. »

Et lorsqu'il est proposé de se retrouver en « assemblée générale de ville » le soir à 18 h 30, la réponse d'une enseignante syndicaliste exprime la volonté de tous : « Nous sommes tous présents, pourquoi ne pas faire un vote tout de suite pour voir ce qu'on peut faire demain, par exemple bloquer les écoles, avec les parents, les animateurs. Tout le monde est là, donc on vote : qui est pour un blocage des écoles demain ? »

Un vote a lieu, massif, à main levée, par la foule qui scande : « Blocage des écoles ! Blocage des écoles ! Blocage des écoles !... » C'est le mandat.

Un mandat qu'exprime, le lendemain, la motion d'une école bloquée par les parents, avec leur élue FCPE, au coude à coude avec les enseignants :

« Nous, parents d'élèves de l'école Eugène Varlin, à Aubervilliers, avons décidé de bloquer notre école et de laisser nos enfants dans la cour, comme au périscolaire. Nous vous demandons de suspendre immédiatement la réforme des rythmes scolaires. L'école doit rester l'école, le périscolaire doit rester en dehors de l'école. »

■

## CRILLON (Oise)

Lu dans le *Courrier picard* (extraits)

## Un regroupement pédagogique intercommunal de quatre communes décide d'abandonner la réforme des rythmes scolaires



Photo DR

« Un cas unique dans l'Oise : la commune, qui avait mis en application la réforme des rythmes scolaires, vient de faire marche arrière. L'expérimentation aura duré quinze jours. Deux semaines seulement après la rentrée des classes et la mise en application de la réforme des rythmes scolaires, le regroupement pédagogique intercommunal de Crillon, Haucourt, Vrocourt et Martincourt a décidé lundi 16 septembre d'abandonner pour cette année la semaine des quatre jours et demi (...).

Dès l'annonce — au mois de mai dernier — de l'application en 2013 de la réforme des rythmes scolaires, les parents d'élèves sont montés au créneau (...). Une pétition de 66 signatures (sur 70 élèves), puis une manifestation devant l'inspection académique...

A la rentrée, la mobilisation n'a pas faibli. Les parents d'élèves contestataires ont mis le doigt sur « des problèmes d'insécurité : ils étaient seulement trois accompagnateurs pour escorter une cinquantaine d'enfants jusqu'à la salle des fêtes de Crillon. Les animateurs du périscolaire, nous ne les connaissons pas. On ne sait pas s'ils étaient diplômés. Ils n'avaient même pas le numéro de téléphone des parents », se souvient Vanessa Bourdet, sûre que la mobilisation des parents a permis de faire reculer l'administration (...).

Jusqu'au 16 septembre, Crillon faisait en effet partie d'une petite minorité de communes qui ont appliqué la réforme dès 2013, avec des horaires dits irréguliers. En clair, les enfants quittaient tous les jours à 15 h 30. Suivait une heure de périscolaire... sauf le vendredi, les enfants quittaient alors à 16 h 30, sans périscolaire. »

## QUIMPER (Finistère)

## Les ATSEM, agents d'entretien, animateurs et parents rassemblés à la mairie le 1<sup>er</sup> octobre

Un rassemblement et une journée de grève des personnels travaillant pour le périscolaire (réforme Peillon) étaient organisés le 1<sup>er</sup> octobre à l'appel de la CFDT, rejointe par les autres syndicats.

Devant le chaos provoqué par la réforme des rythmes scolaires, la CFDT a essayé d'orienter la colère vers une « bonne réforme ».

## Correspondante

Les responsables de la CFDT reconnaissent qu'« on a perdu le sens de notre travail, le bien-être de l'enfant a volé en éclats, les parents et les enseignants ne se rencontrent plus », et, s'adressant aux personnels : « Vous êtes épuisés et les résultats sont désastreux, des enfants pleurent, se blessent. » Ils ne proposent pas l'abrogation, mais le déplacement des horaires des temps d'activités périscolaires (TAP) sur le temps après le repas de midi, jusqu'à 15 heures. La municipalité accepte-



rait cette solution sur quelques écoles qui avaient choisi ce fonctionnement en conseil d'école, à titre expérimental. Ce qui reviendrait à disloquer encore davantage le cadre national de l'école publique. Mais, dans la manifestation, sur les pancartes et banderoles, on voit d'autres mots d'ordre surgir : « Abandon du projet Peillon, ta réforme est bidon », « TAP : 150 enfants, 8 animateurs, 7 classes à pointer, pagaille assurée », « On nous prend pour des colliers de

nouilles ».

## Dans la manifestation :

•••••  
**Une animatrice :** « On n'a pas de moyens, pas de matériel ; on a des groupes trop importants, normalement, c'est 18 enfants par encadrant, parfois il y en a 25. »

**Une autre (en maternelle) :** « Le mercredi, pour se rendre au centre aéré, c'est moitié à pied, moitié en car, et les enfants pleurent. »

**Un agent technique :** « On n'a pas de formation, on nous a imposé ces TAP, on a des difficultés pour rendre les enfants aux parents. »

## « On aimerait enlever cette réforme »

•••••  
**Une ATSEM (1) :** « C'est impossible à suivre, on aimerait enlever la réforme. »

**Des parents :** « Les enfants sont plus fatigués, désorganisés ; ils sont déçus car ils sont dans la cour après 15 h 30. L'ancien système scolaire était bon. »

**Un animateur :** « Il s'agit norma-

## TOULOUSE (Haute-Garonne)

## Les syndicats enseignants du primaire appellent à manifester le 9 octobre pour l'abrogation du décret Peillon

Les syndicats SNUipp-FSU, Snudi-FO, CGT Educ'action et Sud Education de Haute-Garonne appellent les enseignants du primaire du département à manifester ce mercredi 9 octobre pour l'abrogation du décret Peillon sur les rythmes scolaires. La manifestation se rend au rectorat, où se tient le groupe de travail sur le suivi de la mise en place des rythmes scolaires.

Rappelant que « la Haute-Garonne est un des départements où le décret Peillon sur les rythmes scolaires est appliqué majoritairement », les syndicats dénoncent dans leur appel « un rythme infernal. Il n'est pas rare d'avoir des journées qui sont un va-et-vient incessant entre temps de classe et réunions, sans offrir de temps de pause ou de respiration. Ce rythme effréné rend également tant la préparation de la classe que les temps de correction extrêmement difficiles. Nous venons tout juste de finir le mois de septembre et les enseignants sont souvent déjà complètement épuisés-e-s ! Les convocations les mercredis après-midi pleuvent.

Epuisement, surmenage, constat de ne plus avoir de temps pour la réflexion et l'élaboration collective, voilà le contexte, alors que l'APC (activités pédagogiques complémentaires — NDLR) n'est pas ou se met à peine en place dans beaucoup d'écoles. »

## « Contre la territorialisation de l'école et des missions des personnels »

L'appel se conclut sur les revendications suivantes :

« Nous manifesterons :

— contre la dégradation de nos conditions de vie et de travail ;

— contre la territorialisation de l'école et des missions des personnels ;

— pour une Education nationale garantie à tous sur tout le territoire par des fonctionnaires d'Etat.

— pour une autre réforme des rythmes : abrogation du décret Peillon et ouverture de véritables négociations pour sa réécriture. » ■

lement de respecter les rythmes de l'enfant. Or ils sont perdus, ne savent plus si c'est école, si les parents viennent les chercher... Ils ont des activités sportives à l'extérieur, le centre de loisirs le mercredi. Il y a moins de récréation, et, cela pour faire des activités imposées. Les locaux ne sont pas adaptés : un jeu sportif sous un préau avec 40 enfants ! »

**Une enseignante :** « On veut le retrait de cette réforme absurde. Les enfants sont épuisés. Le jeudi matin, on ne peut plus rien faire avec eux. Lundi, j'en ai trois qui se sont endormis en classe, je n'ai jamais vu ça. »

Dans le journal du lendemain, on apprend que l'entrevue de la CFDT avec la mairie a « été courtoise et constructive, que les revendications portent essentiellement sur une augmentation des moyens et de meilleures conditions de travail pour assurer les TAP » ! Les personnels ne comptent pas en rester là. A suivre... ■

## PARIS

## INFORMATIONS SYNDICALES

## Assemblée générale départementale à l'appel des syndicats SNUipp-FSU, SNUDI-FO, SUD, CGT et CNT

Communiqué du SNUDI-FO (extraits), 7 octobre

« A Paris aussi, pour la suspension immédiate, il y a urgence à se rassembler chez le maire »

« Il y a urgence à se rassembler à l'Hôtel de Ville à l'appel de tous les syndicats ! Tous à l'assemblée générale départementale à l'appel des syndicats SNUipp, SNUDI-FO, SUD, CGT et CNT mardi 8 octobre à 16 heures, Bourse du travail. Jeudi 3 octobre, nos collègues d'Aubervilliers étaient en grève à 95 % à l'appel de leurs syndicats SNUDI-FO, SNUipp-FSU, SUD, CGT (...). Le SNUDI-FO 75 estime que ce qui est possible à Aubervilliers doit être possible partout. A Paris, un mois après la rentrée, tous les témoignages de nos collègues le confirment : les élèves sont épuisés et les collègues au bord de la rupture, la situation se dégrade de jour en jour... »

A Paris aussi, pour la suspension immédiate, il y a urgence à se rassembler chez le maire à l'appel de tous les syndicats.

### « Si le maire et le Conseil de Paris refusent de répondre à cette revendication, la question de la grève unie est posée »

(...) C'est pourquoi, le congrès du SNUDI-FO 75 du 3 octobre a décidé « de proposer à l'intersyndicale, avant l'assemblée générale départementale du 8 octobre, l'organisation au plus vite d'un rassemblement à l'Hôtel de Ville pour la suspension immédiate, de mettre tout de suite cette proposition en discussion dans les écoles ». Nous venons de prendre connaissance de l'appel lancé par le SNUipp-FSU Paris, interpellant la mairie et le recteur « pour arrêter le dispositif actuel ». Oui, il faut que cela s'arrête, le plus tôt sera le mieux !

Si le ministre, le maire et le Conseil de Paris (qui se réunit lundi 14 octobre) refusent de répondre à cette revendication, pour les faire reculer, la question de la grève unie est posée... »

## SNUIPP-FSU Paris, 7 octobre

« Arrêt du dispositif actuel »  
 « Un mois après la rentrée, les écoles parisiennes continuent de répondre à l'enquête du SNUipp-FSU et font

état d'une situation toujours aussi alarmante. Dès la rentrée, le SNUipp-FSU a alerté le recteur et le maire de Paris (...). Les remontées des écoles font apparaître des dysfonctionnements structurels intrinsèques au décret Peillon et accentués par le dispositif mis en place par la mairie de Paris et validé par le recteur. Au regard de ces remontées et des débats avec les personnels lors des multiples réunions organisées ces dernières semaines, le SNUipp-FSU considère qu'il n'est pas possible de continuer ainsi pendant toute l'année scolaire. Il faut que cela cesse.

(...) Par conséquent, le SNUipp-FSU exige l'arrêt du dispositif actuel et va interpellier le maire de Paris et le recteur de Paris sur les mesures transitoires qu'ils envisagent. (...) Dans le même temps, le SNUipp-FSU appelle les enseignant-es, les agents de la Ville et les parents d'élèves à débattre au sein des écoles.

Le SNUipp-FSU rappelle sa revendication d'abrogation et de réécriture du décret sur les rythmes scolaires (...). Assemblée générale unitaire mardi 8 octobre, à 16 heures. »

## Chronique

## POLITIQUE

## "Quelqu'un aurait-il une boussole ?"

Marc Gauquelin

Une droite qui a littéralement explosé, qui ne cesse de se déchirer depuis son échec à la présidentielle de 2012, et au sein de laquelle les échanges d'amabilités Fillon-Sarkozy de ce week-end ne promettent pas d'amélioration.

Une gauche dont l'arrivée aux affaires a accéléré la perte des bases sociales dont elle disposait traditionnellement dans la société et qui se décompose sur pied.

Un climat de « sauve-qui-peut » en train de gagner tous les états-majors des formations politiques institutionnelles à l'approche d'échéances électorales qui menacent de déstabiliser tous les équilibres, déjà très fragiles, sur lesquels repose l'exercice d'un pouvoir de plus en plus vacillant.

Le coup de semonce de l'élection cantonale partielle de Brignoles, dans laquelle sept électeurs sur dix ont refusé d'aller voter... L'effondrement de la gauche rassemblée autour du candidat PCF qui a perdu les deux tiers de ses voix par rapport à juin 2012.

La perte de 5 % (600 voix) pour la candidate UMP... et la victoire du candidat FN qui fait 40 % des voix exprimées (le même nombre qu'en 2012).

Un résultat immédiatement suivi par un appel du PS à voter UMP (front républicain) au deuxième tour... « Quelqu'un aurait-il une boussole ? », s'interrogeait fort à propos, il y a quelques jours, un journaliste du Monde. Mais il ne parlait pas de la scène politique française, il parlait des « marchés ».

Quel rapport ? Un rapport peut-être plus étroit qu'il n'y paraît.

Sous le titre : « Zone euro : le calme avant la tempête ? », un économiste américain renommé, Nouriel Roubini, se plaignait dans un article du journal *Les Echos* (3 octobre) des retards pris dans l'instauration d'une « union bancaire européenne » (la faute à Merkel), des taux trop élevés et d'un euro trop fort pour permettre le redémarrage de la croissance, etc., pour conclure :

« Le ras-le-bol face à l'austérité s'amplifie (...).

Les maillons faibles de la zone euro pourraient bientôt céder, les partis populistes de la périphérie opposés à l'austérité et ceux du centre (de l'Europe) opposés à l'euro et aux plans de sauvetage remportant haut la main des sièges lors des élections au Parlement européen l'année prochaine. »

A l'évidence, ce pays est conduit, sous la direction du gouvernement « socialiste » Hollande-Ayrault, dans une impasse totale.

Celle dans laquelle s'enfoncent tous les autres pays européens placés, comme lui, sous l'énorme pression dislocatrice de l'Union européenne, instrument du capital financier.

Le tissu des relations sociales qui avait « résisté », malgré l'usure d'années de contre-réformes, est en train de se déliter sous la pression de la politique d'« ajustement structurel ». Ce pays est au bord de l'effondrement, la dette explose, l'investissement productif s'est tari, les usines ferment, le chômage augmente... l'exaspération grandit.

Quelqu'un aurait-il une boussole ? Certainement pas les « démocrates professionnels » qui geignent sur leur sort, sur l'ingratitude des électeurs... et mettent en œuvre avec application le plan de destruction qu'exige la classe capitaliste.

Dans cette situation de grande « instabilité », seule la classe ouvrière — défendant (malgré les obstacles dressés sur sa route) pied à pied, « égoïstement », ses revendications, ses conquêtes et ses droits... et combattant pour la réalisation de l'unité de ses organisations pour faire céder ce gouvernement — dispose d'une boussole capable de guider le peuple de ce pays vers l'issue démocratique à laquelle la majorité aspire. C'est à partir de là que tout s'ordonne.

## Hôpital

## Urgences

## Sous prétexte d'améliorer l'accueil des patients, Marisol Touraine tente de poursuivre le démantèlement de l'hôpital public

Docteur Marie-Paule Lemonnier

L'accueil des patients aux urgences dans les hôpitaux publics se dégrade depuis de nombreuses années : temps d'attente de plusieurs heures, hospitalisation sur des brancards, dans les couloirs. La situation est indigne d'une médecine respectant les patients.

Les médecins, les personnels de santé connaissent très bien la raison de l'engorgement des urgences : ce sont les fermetures des services des urgences des hôpitaux voisins qui entraînent un afflux considérable de malades sur le service resté ouvert, sans moyens supplémentaires ; ce sont les fermetures de lits, les restructurations de services qui font qu'une fois l'hospitalisation décidée, il n'y a pas de lit « d'aval » pour accueillir les patients.

La solution paraît donc simple : arrêt des fermetures des services des urgences, arrêt des restructurations, réouverture des lits fermés. C'est le cadre de la bataille menée dans de nombreux hôpitaux, dont l'Hôtel-Dieu, à Paris, quand médecins et personnels se mobilisent contre les fermetures du service des urgences de leur hôpital, les fermetures de lits et de services.

Cette solution n'est pas celle souhaitée par le ministre de la Santé et des Affaires sociales, Marisol Touraine, qui utilise la situation comme arme pour faire exploser l'hôpital public.

Le professeur Carli, président du Conseil national de l'urgence hospitalière, a présenté fin septembre un rapport dont le ministre dit qu'il devrait enfin donner des pistes pour améliorer l'accueil des patients.

## Les recommandations du rapport Carli changeraient fondamentalement la nature des missions de l'hôpital

Ce rapport propose une série de recommandations, qui, si elles devaient s'appliquer, changeraient fondamentalement la nature même des missions de l'hôpital. Il introduit la notion de plan « hôpital plein » ou « hôpital en tension », présenté comme une variante de plan blanc.

Le plan blanc constitue une série de mesures mises en place au sein d'un ou plusieurs hôpitaux en cas de situation exceptionnelle avec afflux important de patients : catastrophes naturelles, accidents de train ou d'avion, explosions...

Dans ce cas, toutes les ressources de l'hôpital sont axées uniquement sur la prise en charge des victimes ; les autres patients sont pris en charge dans d'autres hôpitaux ou, en cas de traitement programmé, celui-ci est repoussé. Tout le monde com-



prend qu'une telle situation ne peut être qu'exceptionnelle.

Le rapport Carli, lui, précise que les recommandations qu'il préconise « doivent concerner aussi bien les périodes de suractivités épisodiques que l'activité habituelle de l'établissement », donc sont applicables 365 jours sur 365.

Le plan « hôpital en tension » « permet d'imposer aux services cliniques des mesures coercitives sur l'admission des patients... Il permet une déprogrammation autoritaire... »

## La fin de l'hospitalisation programmée en hôpital public ?

Ce qui veut dire quasiment plus de possibilités d'hospitalisation programmée en hôpital public. Que deviendraient les patients ? Ceux qui le pourraient seraient opérés dans le privé ou en ambulatoire. C'est écrit dans le rapport : « Le sujet de l'aval des urgences s'inscrit dans celui plus large du parcours de soins des patients qui va devenir le fil conducteur de la tarification des soins et un moteur important de l'organisation hospitalière comme la médecine ambulatoire. » Développer les prises en charge ambulatoires est justement la volonté de Marisol Touraine.

Mais que deviendraient les patients qui ne pourraient être pris en charge ni dans le privé ni en ambulatoire ? Combien de morts par retard de prise en charge d'une chimiothérapie ? Combien de pertes d'autonomie par retard de prise en charge d'une cataracte, d'une arthrose de hanche ? L'admission d'un patient peut être coercitive, c'est-à-dire imposée à une équipe soignante d'un service, et il est même prévu que soient établies « les modalités de soins des patients hébergés dans des services d'une spécialité différente de celle dont ils relèvent primitivement ». Ainsi, est entériné le fait qu'un patient de chirurgie ou une femme enceinte puissent être hospitalisés en médecine.

## La notion même de service disparaît

Tout le dispositif de prise en charge des patients au sein de l'hôpital ne serait plus de la responsabilité de l'équipe médicale, mais d'un « Bed Management » (gestionnaire de lit). « Dès l'admission du patient, le parcours de soins est fléché dans l'établissement et permet de prévoir son entrée, son mode de sortie et sa durée moyenne de séjour. » Encore une fois est souligné que ne seraient « bienvenus » à l'hôpital que les patients qui sortiraient rapidement, et non les malades graves, les malades âgés qui ne pourraient rentrer chez eux et qui attendraient dans les services une place en soins de suite eux-mêmes surchargés et en déficit de lits. La notion même de service disparaît. Outre le fait qu'un patient puisse être hospitalisé dans un service d'une spécialité différente de celle dont il relève, le « Bed Management » permet de « créer des lits à affectation variable en fonction des besoins », de « décloisonner la notion de service », d'organiser « dans les services la mise à disposition de lits pour des patients relevant d'une autre spécialité ».

## D'où la volonté de Marisol Touraine de fermer les urgences de l'Hôtel-Dieu

Et que dire de la mise en place d'un « salon de sortie », où dès 10 heures, le malade serait installé pour attendre sa famille ou son ambulance ? Bien entendu, « l'idéal » pour le gouvernement serait que les malades n'arrivent pas aux urgences. D'où la préconisation d'un parcours de soins permettant d'accéder à des consultations spécialisées et à une hospitalisation à court terme sans passage aux urgences.

Tout cela est déjà en place depuis longtemps : mais c'est apparemment insuffisant. D'où la notion « d'hôpital debout » et la volonté de Marisol Touraine de transformer les urgences de l'Hôtel-Dieu en service de consultation. Et où prévoir une hospitalisation à court terme dans un hôpital dont la priorité exclusive est d'hospitaliser les patients des urgences ? Dans le privé.

Voilà l'hôpital public que souhaite Marisol Touraine : le patient n'y entre que par les urgences (pas d'hospitalisation programmée), il n'est pas hospitalisé dans un service de spécialité, tout est fait pour qu'il sorte au plus vite. Le rapport Carli, contrairement au titre de *L'Humanité* (1<sup>er</sup> octobre), n'est pas « un rapport qui va dans le sens du maintien de l'Hôtel-Dieu ».

C'est au contraire l'expression de la volonté du gouvernement de fermer les urgences de l'Hôtel-Dieu dans le cadre de sa politique de destruction de l'hôpital public. ■

## En bref

## Le projet de loi de financement de la Sécurité sociale rejeté par les caisses nationales de Sécurité sociale

Après le projet de loi sur les retraites, c'est le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2014 (voir notre précédent numéro) qui est rejeté par les caisses nationales. Aucune voix ne s'est déclarée pour le projet. Les administrateurs CFDT et trois personnes qualifiées, dont l'UNSA, ont « pris acte ».

## TVA sociale : le retour

Nos lecteurs se souviennent que dans le projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2014, tout le monde est frappé : retraités, malades, personnels de Sécurité sociale, sauf les employeurs qui bénéficieraient d'une diminution de 0,15 % de la cotisation patronale qui finance les allocations familiales, soit un cadeau d'un milliard d'euros. Cette baisse « sera intégralement compensée », a déclaré le gouvernement. Comment ? La presse révèle le tour de passe-passe auquel se livre le gouvernement pour camoufler le circuit de la compensation : — la hausse de la TVA qui va faire baisser le pouvoir d'achat des familles représente

6,5 milliards de recettes supplémentaires pour l'Etat ; — sur ces 6,5 milliards, 3,7 milliards sont dans la partie recettes du budget de l'Etat ; — trois milliards figurent dans le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2014 sous l'étiquette « transferts du budget de l'Etat vers la Sécurité sociale ». On comprend que le gouvernement ne donne pas une grande publicité à cette affaire : faire payer plus de TVA aux familles pour pouvoir leur payer leurs prestations familiales, il faut quand même le faire ! Une première pierre est posée pour un financement des prestations familiales par l'impôt.

**INTERCOMMUNALITÉ FORCÉE**

Hollande à Roanne

**“Le président ne peut ignorer que les citoyens se sont exprimés contre l’intercommunalité forcée”**



Photo DR

Le 6 avril, 90 élus de toutes tendances, réunis à Saint-Haon-le-Châtel, s'adressent au président de la République dans une lettre qui se conclut par une demande d'audience.

Alors que 929 élus soutiennent la délégation qui se rendra à l'Élysée pour que soit rétablie « la liberté des communes de s'associer ou de se dissocier librement », François Hollande a décidé de se rendre à Roanne, où devrait être intégrée contre leur gré vingt communes de la Plaine et Côte roannaise. Extrait du communiqué de presse reçu.

Il serait impensable que lors de sa visite à Roanne, le président de la République ne reçoive pas une délégation des élus opposés à l'intercommunalité forcée, qu'il s'agisse du collectif "Plaine et Côte Roannaise" ou du "mouvement national pour rétablir la libre et responsable coopération intercommunale". Ou alors, cette visite serait ressentie comme une provocation vis-à-vis de ceux qui ont refusé de s'incliner devant le diktat de "la loi du plus fort", qui aura donc imposé un système totalement illusoire dont on mesurera très vite les limites et les travers (...). Le président de la République ne peut ignorer non plus que les citoyens se sont clairement exprimés contre l'intercommunalité forcée qui a été ici imposée : ils l'ont fait en réélisant brillamment les 178 élus qui avaient démissionné pour leur donner ainsi la parole. Cette expression du suffrage universel sur la coopération intercommunale doit être à l'évidence respectée par le président de la République : ne tire-t-il pas lui-même sa légitimité du suffrage universel ?

Bernard Jayol et Jean Bartholin, membres du "mouvement national pour la libre et responsable coopération intercommunale" ; Yves Durand, porte-parole du collectif "Plaine et Côte Roannaise"

**Assemblée des maires de la Sarthe**

Vingt-quatre élus, dont une députée et un conseiller général, soutiennent la délégation qui se rendra à l'Élysée

**929 signatures recueillies sur la lettre à François Hollande**

La discussion fut vive à l'assemblée des maires de la Sarthe, en particulier contre la loi Duflot prévoyant que les communautés d'agglomération et les métropoles vont confisquer aux communes la compétence des plans locaux d'urbanisme, c'est-à-dire la maîtrise des sols ! Un élu : « Il ne va plus nous rester que les chiens... » Un autre : « Et peut-être même que les crottes... ! » Le suppléant du député Chauveau (PS) : « J'avais dit à la réunion de Château-du-Loir que je n'étais pas d'accord avec le fait que les PLU soient enlevés aux communes. » La députée de la première circonscription, ancienne directrice d'école, est en discussion avec un militant du POI, pré-

sident de l'association de défense de l'hôpital de Saint-Calais. Un diffuseur : « Je suppose que tu es au courant du vote du 17 septembre à l'Assemblée nationale retirant la compétence du PLU aux communes, tu as voté pour ? » La députée : « Je n'étais pas en séance, mais c'était une disposition incluse dans la loi Duflot... Ce n'est pas la première fois que ça arrive ! » Le diffuseur : « C'est extraordinaire tout ce qu'on peut vous faire voter alors que vous n'êtes pas d'accord ! Veux-tu signer la demande d'audience à Hollande ? » Elle signe. Comme elle, vingt-quatre maires et adjoints ont contresigné la lettre.

Correspondant ■

**Industrie**

FLORANGE > Visite du président de la République

**Le 26 septembre, Hollande a confirmé la fermeture des hauts-fourneaux**

Par Jean Markun, secrétaire national du POI

**“BIS REPETITA”**

Sans vouloir affirmer « qu'il s'agit de la même chose » qu'en 1981 avec Mitterrand au sujet de la destruction des mines de fer et de la sidérurgie, la présence de François Hollande à Florange présente cependant quelques similitudes. Ce sont deux étapes d'un processus de destruction dépendant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), à l'époque, et de l'Union européenne aujourd'hui !

Hier, Mitterrand affirmait à Longwy la garantie de la poursuite de l'extraction minière, alors qu'il avait précisé le contraire trois heures auparavant à Hayange, alors que le programme commun de la gauche prévoyait la nationalisation des pertes pour la sidérurgie et seulement la filialisation des mines de fer par rapport aux sociétés sidérurgiques nationalisées.

Même processus pour François Hollande au moment de la présidentielle. Une fois élu, il fait voter le TSCG (traité européen d'austérité) et couvre l'accord Ayrault-Mittal !

Il n'est donc pas venu pour abroger cet accord, ni renoncer à se conformer aux directives européennes. Les annonces qu'il fait sur les projets d'investissement reposent donc sur une décision de destruction des derniers hauts-fourneaux lorrains ! Avec Jean-Pierre Masseret, président du conseil régional de Lorraine, il propose de piloter ce projet avec les syndicats pour faire de la « cogestion ». Ils tentent d'associer les syndicats à la fermeture des installations et aux suppressions d'emplois ! Masseret souligne bien l'état d'esprit du processus que nous subissons : il s'agit de « sortir les hauts-fourneaux de la tête des Lorrains » (L'Humanité Dimanche, 2 octobre 2012).

**“POURQUOI NE PAS DEMANDER LE RETRAIT DE L'ACCORD AYRAULT-MITTAL ?”**

Nous soulignerons également la position du PCF (L'Humanité Dimanche, 26 septembre 2013) : « Personne ne peut cracher sur 300 millions d'euros, admet Roger Tirlilien, élu PCF. Ce plan est un bon début, mais nous devons assurer un suivi étroit. Pourquoi ne pas demander en préalable

le retrait de l'accord Ayrault-Mittal ? Pourquoi vouloir ignorer à ce point que Bruxelles interdit les nationalisations ? Pourquoi ne pas rompre tout simplement avec ces logiques ?

Faut-il faire croire que François Hollande a fait preuve de courage en revenant à Florange ? Si le président a hésité, tout a été entrepris pour se distinguer de Sarkozy à propos de Gandrange, ensuite le terrain a été préparé de telle façon qu'il n'y ait aucun obstacle sur son parcours. Nous pouvons raisonnablement nous interroger sur ce qui s'est réellement passé avec les organisations syndicales à ce niveau !



Photo DR

François Hollande à Florange.

Voici ce qu'on peut lire sur des tracts syndicaux : « Nous ne sommes pas opposés à votre désir de revenir... » « Nous saluons votre courage... » « Nous n'avons pas organisé une manifestation sur fond politique anti-Hollande pouvant profiter à un certain parti antirépublicain » ! Des contradictions suivent sur l'énumération des contradictions du président, mais pour terminer sur ces deux formulations : « Gandrange, la trahison de la droite / Florange, la tragédie de la gauche » !

Alors que nous savons que le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale a été adopté à l'unanimité (UMP, PS, PCF, Verts, le député PCF Alain Bocquet étant le rapporteur) avec la recommandation de s'en remettre au comité de

suivi local auquel CGT et FO ont pourtant refusé de participer ! Par médias interposés, l'un des sidérurgistes interrogés n'hésite pas à parler de « trahison ».

Un deuxième se dit écœuré par « la douceur de l'accueil », il n'hésite pas à dire « qu'il en a marre que les choses se passent sur fond d'arrière-pensée pour les élections municipales, avec la pression de ne pas donner de grain à moudre au Front national. Y en a marre avec ça ! »

Ce militant CGT n'exprime-t-il pas une vérité qui pourrait expliquer le climat consensuel auquel nous avons assisté ?

**“SEULE L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE LA CLASSE OUVRIÈRE OUVRIRA LA VOIE À UNE SOLUTION CONFORME AUX BESOINS DES TRAVAILLEURS”**

François Hollande a longtemps hésité pour son déplacement. Il s'est décidé à se déplacer, une fois les conditions réunies pour le faire, mais il a quand même été accueilli par les sifflets et l'abstention de ceux qui n'ont pas jugé bon de se déplacer, démotivés par le fait qu'ils n'attendent plus rien de sa politique.

Il a affirmé qu'il assumait ses décisions, que cela « était bon pour Florange » ! On appréciera...

Quant aux organisations syndicales, nous estimons que vouloir « atténuer » ou « renoncer » au retrait de l'accord Ayrault, ou à la nationalisation, c'est, de fait, réduire la démarche syndicale à une subordination à ce gouvernement qu'on nous présente comme « différent », puisque « de gauche », alors que, chacun le constate, il se contente de continuer, en pire, la politique de Sarkozy dans le cadre fixé par la Banque centrale européenne et le FMI. Demander le retrait de l'accord Ayrault-Mittal reste d'actualité. Tout comme la nationalisation. Seule l'indépendance politique de la classe ouvrière, refusant toute subordination à ce gouvernement aux ordres du capital, ouvrira la voie à une solution conforme aux besoins des travailleurs.

PS : nous avons aussi observé, pour des interventions politiques et syndicales, des tons, des nuances, des agressivités différentes selon les lieux, les moments et les destinataires. Des contradictions qui nuisent à la lisibilité des comportements. ■

**REPORTAGE PSA > Grève contre les licenciements**

**Plan Varin : rien n'est joué**

**Correspondant**

Philippe Varin, P-DG de PSA Peugeot Citroën, et Arnaud Montebourg, ministre du Redressement productif, pensaient que le plan de licenciement qui frappe toutes les usines du groupe ne rencontrerait plus d'obstacle et qu'ils pourraient passer à l'étape suivante en imposant un « nouveau contrat social » aux salariés, en application de l'accord national interprofessionnel (ANI) signé par la CFDT, la CFE-GCC et la CFTC et transposé en loi par le gouvernement Hollande.

Du 10 au 13 septembre dernier, des débrayages ont eu lieu dans les usines PSA. La CGT appelait, seule, contre la signature du « contrat social ». Il faut savoir qu'en plus du gel des salaires, la direction veut laminer un nombre important d'acquis : majoration des heures de nuit, majoration du samedi, prime de rentrée. Elle veut aussi baisser les allocations de chômage partiel et mettre en place des zones de modulation ainsi que la mobilité forcée.

À la suite des premiers débrayages, la direction a fait partiellement marche arrière sur les heures de nuit, la prime de rentrée... en maintenant le corps de son « contrat social » qui aboutirait à une baisse réelle des salaires et une flexibilité accrue.

La CGT appelait à nouveau à débrayer dans toutes les usines le 3 octobre.

Plus de 650 salariés ont fait grève, la chaîne était bloquée pour l'équipe du matin et très fortement ralentie pour l'équipe de l'après-midi.

Les manœuvres et les intimidations contre les grévistes n'ont pas manqué, le syndicat patronal n'hésitant pas à dire : « Si tu fais grève, tu seras le premier sur la liste des licenciements. »

Ce qui a joué, c'est le ralliement de la CFDT et de l'UNSA. Au mois de septembre, ils disaient : il y a une négociation le 25, il faut attendre. La négociation du 25 septembre n'ayant rien donné, l'argument tombait. Un délégué CGT a dit : « C'est vrai, quand il y a plusieurs syndicats, c'est plus facile. »

Ce qui a joué aussi, c'est l'annonce par Varin, quelques jours avant la grève, d'un véhicule pour le site de La Janais en... 2017. Cette annonce signe en fait la démythification de

la politique de réindustrialisation des sites, des tables rondes, qui n'ont pour but que de paralyser l'action syndicale. Beaucoup d'ouvriers se rappellent en effet qu'à l'annonce du plan Varin, en juillet 2012, en « contrepartie » des 1 400 suppressions d'emplois, un nouveau véhicule était prévu pour l'usine en 2013.

Pour beaucoup d'ouvriers, « c'était un poids de ne pas pouvoir réagir ». Aujourd'hui, la situation est plus claire, la nécessité d'un rapport de force plus évidente ; la volonté de se battre avec les autres usines est nouvelle aussi.

Les ouvriers de la chaîne de montage de l'équipe du matin, où les jeunes sont les plus nombreux, ont été en tête de la grève. Les applaudissements furent nourris à l'intervention du délégué CGT.

Une pétition intersyndicale pour le maintien du site a commencé à circuler.

Le 16 octobre se tient un comité stratégique de PSA. Une grève encore plus massive n'est pas exclue. Une salariée a dit : « Il faut que les syndicats ne parlent pas pour eux, mais pour tous les ouvriers. »

C'est cela la feuille de route. ■

## Chronique

## INTERNATIONALE

## L'Amérique en crise

François Forgeue

Pour la seconde semaine consécutive, l'administration de l'Etat le plus puissant du monde tourne au ralenti. C'est ce qu'on appelle le « shutdown ».

Le Congrès n'ayant pu voter un budget, le gouvernement Obama ne dispose plus, légalement, d'autorisation de dépenses.

Certes, les « services essentiels » continuent de fonctionner, c'est-à-dire avant tout...

les forces armées, la Sécurité.

Comme pour l'affirmer,

les « forces spéciales » américaines

ont lancé une opération en Libye,

enlevant un « dirigeant présumé »

d'al-Qaida, et se sont attaquées

à une « base islamiste » en Somalie.

Le président Obama a cependant dû

renoncer à participer, comme il était

prévu, à une importante conférence

préparant la signature d'un traité

de libre-échange en Asie, alors même

qu'à de multiples reprises,

il a réaffirmé que l'un des axes

principaux de sa politique étrangère

était la « réorientation vers l'Asie ».

Y a-t-il une expression plus nette

du fait que la crise nouée

aux Etats-Unis est une crise mondiale ?

A mesure que les jours passent,

**“Si nous devons nous casser la figure, tout le monde se cassera la figure avec nous”**

l'inquiétude augmente.

Les lois américaines

veulent que l'Etat

puisse emprunter

au-delà d'un certain

seuil sans autorisa-

tion du Congrès.

Le 17 octobre

(dans un peu plus

d'une semaine),

le congrès doit relever

le plafond de la dette fédérale,

sinon les Etats-Unis

pourraient se trouver en défaut

de paiement, phénomène

qui ne s'est jamais produit jusqu'ici,

même s'ils se sont trouvés

plusieurs fois « au bord du gouffre ».

Mais à chaque fois, à la dernière

minute, un accord a été trouvé.

En sera-t-il de même cette fois ?

Le 3 octobre, le président Obama

déclarait à ce sujet :

« Les Etats-Unis sont au centre

de l'économie mondiale.

Si nous devons nous casser la figure,

tout le monde se cassera

la figure avec nous. »

On lira ci-contre de larges extraits

de l'éditorial du numéro spécial

de *The Organizer*, titré :

« Le congrès de l'AFL-CIO : le mouve-

ment ouvrier à un carrefour. »

Ce numéro spécial traite à la fois des

racines politiques de la crise actuelle,

du congrès de l'AFL-CIO, de la manière

dont celui-ci a exprimé les défis

auxquels le mouvement ouvrier amé-

ricain fait face, du développement

de ses luttes et des obstacles

qu'il rencontre. Il nous a semblé

que c'était là la meilleure manière

d'éclairer ce qui est en cause.

L'événement



Miami, le 7 octobre, devant le parc national des Everglades : « En raison du "shutdown" du gouvernement, tous les parcs nationaux sont fermés. »

# Etats-Unis : le « shutdown » et la lutte pour l'indépendance du mouvement ouvrier

Extraits de l'éditorial de *The Organizer*

**L**e 1<sup>er</sup> octobre, le gouvernement des Etats-Unis a décrété le « shutdown ». Immédiatement, plus de 820 000 employés de l'Etat se sont retrouvés au chômage, et le versement des prestations sociales opéré par le gouvernement fédéral a été interrompu pour des dizaines de millions de personnes. Les responsables de plusieurs services gouvernementaux, en particulier ceux qui assurent les services de santé, ont déclaré que cette situation mettait des vies en péril, et s'aggravait avec chaque jour qui passe.

Le 7 octobre, alors que nous bouclons notre journal, la crise se poursuit. De plus, la manière dont elle se résoudra aura un impact majeur sur ce qui se passera le 17 octobre, date à laquelle se posera la question du relèvement du plafond de la dette publique.

Cela pourrait déclencher une nouvelle crise, qui reposera la question du « grand bargain » (accord entre républicains et démocrates) et la proposition d'Obama d'opérer des coupes majeures dans Medicare et Social Security (1), pour éviter que, pour la première fois dans son histoire, l'Etat américain se trouve en défaut de paiement.

Il ne s'agit pas d'une crise budgétaire, mais d'une crise politique, qui exprime l'impasse du système capitaliste mondial à laquelle sont confrontés les deux partis représentatifs de la classe dominante aux Etats-Unis, le Parti démocrate et le Parti républicain.

La majorité du Sénat — avec le vote de nombreux sénateurs républicains — a adopté une résolution pour empêcher le « shutdown », et les commentateurs considèrent qu'une majorité de la Chambre des représentants auraient fait de même si le leader du Parti républicain à la Chambre, John Boehner, l'avait permis.

Mais Boehner continue à se plier aux injonctions de l'aile du Parti républicain qu'on appelle le « Tea Party », en dépit des sondages montrant que 70 % de la population sont opposés à la fermeture des services gouvernementaux. Quelle est la racine de ce poids grandissant du Tea Party

au sein du Parti républicain ? Comment est-il possible que le Tea Party, au prétexte d'empêcher la mise en œuvre de l'Obamacare (*réforme du système de santé d'Obama* — NDLR), ait pu imposer le blocage de l'activité gouvernementale ? Comment peut-il s'opposer à l'accord de « grand bargain » pour des coupes dans les bénéfices sociaux des travailleurs, accord soutenu par de nombreux dirigeants du Parti républicain comme du Parti démocrate ? (...)

Obama et le Parti démocrate sont certes parvenus à mener des attaques brutales contre les travailleurs. Mais, et cela est fondamental, ils n'ont pas été capables de juguler la résistance des peuples à l'échelle internationale, ni aux Etats-Unis mêmes. Bien que le gouvernement du Parti démocrate ait fait des pas dans cette direction, il s'est montré incapable d'enfermer le mouvement syndical dans une camisole de force, comme le réclamait le grand capital.

Du soulèvement dans le Wisconsin au référendum dans l'Ohio qui a fait échec aux tentatives de détruire les syndicats, à la puissante grève des enseignants de Chicago en 2012, la classe ouvrière américaine a écrit de nouveaux chapitres dans la riche histoire de sa lutte.

A tous les niveaux, les militants syndicaux cherchent les moyens de résister aux tentatives d'intégrer leurs organisations et, agissent pour que, au contraire, ces dernières jouent pleinement leur rôle dans la lutte. Cela s'est exprimé lors du congrès national de l'AFL-CIO de septembre 2013 (voir l'article sur le congrès de l'AFL-CIO dans le précédent numéro d'*Informations ouvrières*).

La direction de l'AFL-CIO, qui est étroitement liée à Obama et au Parti démocrate, s'est trouvée face à une véritable rébellion du congrès sur la question de l'Obamacare en particulier.

Non seulement le congrès a réaffirmé son engagement à combattre pour un système de protection de la santé fondé sur le salaire différé, mais il a demandé de manière immédiate une série de modifications à la loi d'Obama.

A peine le congrès était-il achevé qu'Obama annonçait son refus catégorique de tenir compte des demandes de l'AFL-CIO. (...)

**“Bien que le gouvernement du Parti démocrate ait fait des pas dans cette direction, il s'est montré incapable d'enfermer le mouvement syndical dans une camisole de force, comme le réclamait le grand capital”**

Les maîtres de la finance internationale ne peuvent plus accepter l'existence d'une confédération ouvrière qui remet en cause leurs dividendes. Leur but est de détruire y compris le droit à la négociation collective et l'ensemble des droits conquis par les travailleurs en un siècle de luttes.

Ils veulent mettre à genou le mouvement ouvrier par tous les moyens, même si cela signifie mettre en cause les formes traditionnelles d'exercice de la domination de classe — en particulier le cadre de la collaboration de classe tel qu'il s'est mis en place depuis le dernier conflit mondial.

Tel est le contexte dans lequel s'est tenu le congrès de l'AFL-CIO. C'est dans ce contexte que s'est nouée la crise politique qui a abouti au « shutdown ».

Après la décision de suspendre l'activité de toute une série de services gouvernementaux, de nombreux syndicats affiliés à l'AFGE (fédération des employés de l'Etat) organisent des manifestations exigeant la réouverture immédiate des services fermés et le paiement des salaires.

En même temps, un nombre grandissant de militants syndicaux commencent à comprendre qu'au lieu de réclamer l'Obamacare qui démantèle les éléments de protection de santé contenus dans les conventions collectives arrachées par leur action syndicale, il faut agir pour imposer un système fondé sur le salaire différé.

Le Labour Fight Back Network, qui rassemble des adhérents de toutes les organisations pour aider les travailleurs unis contre les attaques dont ils font l'objet, déclare :

« Maintenant, plus que jamais, le mouvement ouvrier doit agir dans l'indépendance pour défendre les intérêts des syndiqués et de la classe ouvrière dans son ensemble. Cela signifie que le mouvement ouvrier doit exiger, dans l'unité, la fin immédiate du "shutdown" et, en même temps, exiger que soit substituée à l'Obamacare une réforme fondée sur la garantie universelle sur la base du salaire différé. »

(1) Le système de santé pour les plus de 65 ans et le système des retraites garanties par l'Etat fédéral.

## Europe

PORTUGAL &gt; Elections municipales du 29 septembre

# Une majorité écrasante exige le départ du gouvernement PSD-CDS-troïka (1)

Les élections municipales qui ont eu lieu au Portugal le dimanche 29 septembre ont vu l'écrasante défaite de la coalition au gouvernement, avec 47 % d'abstentions et presque 7 % de votes nuls ou blancs. Les deux partis du gouvernement n'ont pas dépassé les 12 % des électeurs inscrits et ont seulement obtenu, ensemble, 113 des 308 municipalités. Le Parti socialiste, même s'il a perdu en chiffre absolu quelques voix, a remporté les élections dans 150 municipalités, notamment les principales villes, à l'exception de Porto.

Andreu Camps

Depuis la révolution de 1974, jamais le Parti socialiste n'avait concentré autant de pouvoir municipal. Parallèlement, la coalition organisée par le Parti communiste (CDU) a reconquis quelques municipalités dans la région industrielle de Setubal et dans la région de l'Alentejo. Le Bloc de gauche (2) s'est, lui, effondré, en conséquence de sa politique.

## TOUT SE CONCENTRE SUR LE PS

La troïka, en mission à Lisbonne ces derniers jours, a établi sa neuvième évaluation sur la mise en application du « plan de sauvetage ». Rappelons que le plan de sauvetage avait été adopté en accord avec le PSD, le CDS et la direction du PS au mois de mai 2011, et que le gouvernement constitué après les élections du 5 juin a mis en application le mémorandum découlant de ce plan de sauvetage. Ce mémorandum impliquait, en échange d'un crédit de 78 milliards d'euros, un plan d'austérité d'une violence inouïe. Depuis juin 2011, la troïka se rend au Portugal pour veiller à l'application de ce plan. La dernière visite en date a eu lieu ces jours-ci, la troïka a conclu que le nouveau budget de 2014 doit accroître les coupes dans les budgets sociaux. Rappelons aussi qu'au mois de juin, une crise majeure s'est produite au sein du gouvernement. En effet, la grève des enseignants l'avait obligé à reculer et à suspendre les milliers de suppressions de postes prévues. La troïka avait désapprouvé le recul du gouvernement, indiquant ainsi sa défiance quant à la capacité de ce dernier à appliquer le plan d'austérité. C'est à ce moment que toutes

les pressions ont été opérées pour que le PS entre au gouvernement. La direction du PS a refusé. Aujourd'hui, de nouveau, et face à l'effondrement des partis du gouvernement, ces pressions se multiplient.

## "C'EST POUR CELA QU'IL EST NÉCESSAIRE D'EN FINIR AVEC CE GOUVERNEMENT"

Mário Soares, ancien président de la République et fondateur du Parti socialiste, a déclaré le 2 octobre que si ce gouvernement restait, c'est la destruction qui se poursuivrait, que le peuple hait ce gouvernement et que, malgré cela, la troïka persiste. Mais la troïka se méfie de Passos Coelho et de Portas (dirigeants du PSD et du CDS). C'est pour cela que, selon Mário Soares, « la troïka tente de corrompre le Parti socialiste. Celui-ci serait irresponsable s'il acceptait (...). N'importe quel patriote sait que la priorité des priorités, c'est d'en finir avec ce gouvernement, responsable depuis deux ans du malheur, de l'austérité qui frappent les plus pauvres et les classes moyennes. »

Mais la direction du Parti socialiste, notamment son secrétaire général, Antonio José Seguro, vient d'annoncer qu'elle va réunir une convention de son parti pour préparer sa plate-forme pour l'année 2014. Antonio José Seguro déclare : « Le PS doit continuer d'être le porte-parole des problèmes des Portugais et de proposer des solutions à leurs problèmes », c'est-à-dire attendre les élections de 2015. Le 2 octobre, le Parti ouvrier d'unité socialiste (POUS) a publié une déclaration qui se conclut ainsi : « Pour la mobilisation nationale qui en finisse avec ce gouvernement défait électoralement ; pour le retrait du mémorandum de la troïka ; pour un gouvernement qui refuse de payer la dette qui n'est pas celle du peuple. »

Sans aucun doute, la survie du gouvernement portugais se jouera dans les prochaines semaines.

(1) PSD : parti majoritaire de la droite portugaise ; CDS : deuxième parti de droite ; les deux partis participent au gouvernement de coalition depuis les élections législatives de 2011. Troïka : Commission européenne-Banque centrale européenne-FMI.

(2) Dans le Bloc de gauche militent les amis portugais de Besancenot et Krivine.



Plus de quarante mille enseignants, de la maternelle au supérieur, venus de tout le pays, avaient manifesté le 26 janvier à Lisbonne : «Troïka et FMI hors d'ici !», «Ce ne sont pas les enseignants qui sont de trop, ce sont les gouvernants liés à la troïka !», «Vive l'école publique !»

ITALIE

# Sortie de crise ? Tous derrière Letta pour tenter de mettre en œuvre le "pacte de Gênes"

Lorenzo Varaldo

Le gouvernement Letta de grande coalition PD-PdL-Centre de Mario Monti a finalement obtenu le vote de confiance du Parlement italien. La crise serait donc terminée ? Pas si sûr !

Tous ont soutenu que la crise avait été surmontée parce qu'une fraction du PdL avait imposé à Berlusconi de voter la confiance. Mais c'est d'abord le résultat de la pression exercée par l'Union européenne, les marchés financiers, le FMI et Obama sur les partis et la population, pour tenter d'éviter une crise qui aurait constitué un véritable séisme et remis en cause l'application des plans de destruction des droits dictés par la troïka... et pas seulement pour l'Italie !

Berlusconi a donc voté la confiance pour éviter la chute du gouvernement Letta. Immédiatement après ce vote, les Bourses ont grimpé, Barroso a félicité tout le monde, les spéculateurs ont pu poursuivre leurs actions sur le dos de la population...

Mais Berlusconi a-t-il été la seule clé de la situation ? Trois jours avant, les trois secrétaires confédéraux de la CGIL, de la CISL et de l'UIL avaient pris position clairement : « Une crise aujourd'hui serait irresponsable. Il faut un vrai gouvernement qui applique les propositions du document commun signé avec la Confindustria début septembre, dit "pacte de Gênes", et il faut adopter immédiatement la loi de stabilité (...). Et pour cela, nous nous mobilisons tout de suite, avec assemblées, distributions de tracts et meetings. »

Ce sont donc aussi les dirigeants des syndicats qui ont assuré le

gouvernement de leur soutien. En quoi consiste le « pacte de Gênes » ? Il demande « une politique qui ne soit pas hostile aux entreprises (...), de réduire les taxes pour les travailleurs et les capitalistes (...), de réorganiser l'ad-

## 200 000 licenciements dans la fonction publique, coupes dans les budgets de la santé et de l'école, privatisations...

ministration publique et de faire les "réformes" institutionnelles ». Même le ministre de l'Economie a alerté : « Si je réduis les taxes et que je fais d'autres coupes dans les services publics et budgets sociaux, en licenciant dans la fonction publique, on ne pourra pas contenir la situation. »

Le respect des 3 % de déficit imposés par l'Union européenne afin de « réduire les taxes » (précisons que cela ne signifie pas une réduction pour les travailleurs pour lesquels les taxes vont augmenter, notamment la TVA et les taxes régionales et municipales), implique la réalisation du programme de Letta : 200 000 licenciements dans la fonction publique, coupes dans les budgets de la santé et de l'école, privatisations...

Le couple Letta-Alfano (1) n'a pas attendu un seul instant : il a aussitôt annoncé une loi de stabilité de 5 milliards d'euros, sous le

contrôle de l'Union européenne. « Cette position des dirigeants syndicaux est pour nous un problème central qui n'a rien d'idéologique ou d'abstrait, c'est une question vitale. »

Après la signature du pacte pour la productivité et de l'accord sur la représentativité qui remettent en cause les contrats nationaux et l'existence de syndicats indépendants, le pacte de Gênes affirme clairement que les travailleurs et les capitalistes ont les mêmes intérêts. C'est faux, la réalité, c'est l'inverse, la collaboration de classe nous amène au désastre », déclarent les travailleurs réunis à l'initiative de l'« Appel pour l'indépendance du mouvement ouvrier, pour la rupture avec l'Union européenne », le 5 octobre à Turin.

Mais Letta et Alfano vont-ils réussir à réaliser leur programme ? La crise est-elle vraiment surmontée ? « Même dans une situation difficile, une issue pour les travailleurs existe (...). Tous savent que la crise est bien plus profonde et que la mobilisation (...) peut renverser la situation, parce que les travailleurs ne peuvent plus vivre dans ces conditions (...). Mais pour ouvrir cette issue (...), il faut se battre pour l'indépendance absolue du mouvement ouvrier, donc des syndicats, et donc pour le retrait de la signature sur les pactes et les accords, pour la rupture avec la politique de l'Union européenne. »

C'est sur cette base que l'appel s'adresse aux travailleurs, aux délégués syndicaux, aux militants pour une campagne de masse reliée à la préparation d'une conférence ouvrière européenne.

(1) Secrétaire général du PdL, le parti de Berlusconi.

ALLEMAGNE &gt; Après les élections

# Première rencontre CDU-SPD

Marc Gauquelin

Les « rencontres exploratoires » entre la CDU et le SPD, destinées à préparer les « négociations » sur la formation d'un gouvernement de grande coalition, ont commencé le vendredi 4 octobre.

L'insistance des participants à souligner l'esprit constructif de cette première rencontre vise indiscutablement à faire franchir un premier pas dans la voie de l'acceptation d'un accord au SPD — dont deux tiers des militants sont hostiles à la formation d'un gouvernement de grande coalition.

Saisissant l'occasion que lui fournissait le 23<sup>e</sup> anniversaire de la réunification allemande, Angela Merkel rappelait solennellement le pays à sa responsabilité dans la conduite des affaires du monde : « L'Europe nous regarde, le monde nous regarde... nous avons une responsabilité commune, celle de former un gouvernement stable. »

Compréhensif, Sigmar Gabriel, le président du SPD, lui répondait : « Les partis ne doivent pas faire de jeu tactique et laisser traîner délibérément les négociations. »

Une deuxième rencontre est prévue pour le lundi 14 octobre. La direction du SPD a, quant à elle, convoqué une « convention » (une instance de direction composée de 200 membres) pour rendre compte, le 18 octobre. Gabriel doit absolument désamorcer le refus de toute collaboration avec Merkel et avec sa politique, qui s'est exprimé avec force dans son parti.

Ce lundi 7 octobre, la presse allemande énumère les « trois conditions » fixées par Gabriel à la signature de tout accord : l'établissement d'un salaire minimum, une réforme du marché du travail et des investissements dans la formation. Le journal *Der Spiegel* souligne ironiquement que l'augmentation des impôts (pour les plus riches) ne figure déjà plus dans les conditions fixées...

Qui ces « conditions » peuvent-elles tromper parmi les militants qui s'opposent, dans le SPD, à la reconduction aggravée du soutien à la politique de Merkel ? Gabriel n'a pas beaucoup d'illusions à ce sujet.

Il s'en moque, car il sait que c'est lui (avec le noyau de direction) qui décidera en dernière analyse. Il lui faut empêcher que ce refus ne réussisse à agréger des forces au sein de l'encadrement traditionnel du SPD, qui fourniraient pour l'avenir les bases d'une opposition sérieuse à sa politique. Sa prétendue « intransigeance » dans la négociation a pour objectif de convaincre ces vieux cadres (dont il a le plus grand besoin) de ne pas se laisser entraîner par une base « irresponsable ».

La convention pourra-t-elle se réunir sans accroc à la Willy-Brand Haus le 18 octobre prochain ? C'est ce que nous irons demander dans notre prochain numéro à ces militants du SPD qui sont engagés dans la bataille contre ces négociations.

## Tunisie

## Vers la formation d'un nouveau gouvernement

## Correspondant

Cela fait plus de six mois que le pays est paralysé. Une inflation galopante, des produits de première nécessité dont le prix ne cesse d'augmenter, une monnaie en nette perte de vitesse — et le FMI exige une dévaluation encore plus brutale —, le chômage qui s'étend avec l'entrée sur le marché du travail des nouveaux diplômés. Diplômé-chômeur deviendrait en quelque sorte un titre décerné par les universités tunisiennes, puisque des générations entières de diplômés sont déversées sur le marché du travail chaque année sans trouver d'emploi. Le gouverneur de la Banque centrale et le ministre des Finances ont annoncé des mesures encore plus drastiques.

## Coups budgétaires

La réduction du budget de l'Etat est bien sûr programmée. Budget dont la part essentielle est consacrée au paiement des intérêts de la dette. Ce qui implique bien entendu moins de moyens pour les services publics, comme l'école, les hôpitaux, les transports publics etc., qui souffrent d'un manque flagrant de moyens. Le FMI l'annonce clairement, « la persistance des risques peut conduire le pays à la banqueroute ». Et le pays est acculé à prendre des mesures « urgentes et douloureuses ». Il est vrai que la mobilisation sociale pour les revendications portées par la révolution, à savoir l'emploi et la remise en cause de toute la politique d'assujettissement économique qui a conduit à l'explosion du chômage, la désertification des régions de l'intérieur et la généralisation de la misère, ne s'est pas arrêtée.

## Assassinats

L'assassinat de Chokri Belaïd, le dirigeant ouvrier du Parti des patriotes démocrates, le 6 février 2013, et celui du député démocrate Mohamed Brahmî ont donné à la mobilisation, dans toutes les régions, le caractère d'une mobilisation contre un régime

politique responsable de la poursuite de la politique de soumission aux exigences de l'Union européenne et du FMI, de la mise en péril de l'intégrité territoriale et du laisser-faire des bandes terroristes qui essaient aux frontières et à l'intérieur du pays.

## Protocole d'accord

Face à cette situation, et après des mois de pourparlers qui n'en finissent pas, tous les partis de l'opposition et deux partis de la coalition qui est au gouvernement — Ettakatol, membre de l'Internationale socialiste, et Ennahda, à l'exception du Congrès pour la République de Moncef Marzouki — ont signé le protocole d'accord introduit par le quartet (l'Union générale tunisienne du travail [UGTT], le syndicat du patronat, l'Utica, la Ligue tunisienne pour la défense des droits de l'homme [LTDH] et le Conseil de l'ordre des avocats).

Il prévoit la démission du gouvernement et la formation d'un gouvernement « indépendant », la reprise des travaux de l'Assemblée constituante et la rédaction rapide de la Constitution, la formation de l'instance supérieure des élections et la préparation prochaine des élections législatives. Programme soutenu et approuvé par le porte-parole du Front populaire, Hama Hammami.

## Les grèves et les mobilisations se poursuivent

Pendant ce temps, les grèves et les mobilisations se poursuivent dans tout le pays, à l'initiative des sections de l'UGTT : Sidi Bouzid, Ben Arous, Bizerte, Siliana, Sfax, etc. Le gouvernorat de Ben Arous, dans la banlieue de Tunis, est le lieu d'importantes grèves, comme celle des ouvriers de l'usine pharmaceutique qui exigent la démission de leur patron pour faits avérés de corruption.

Une question est donc posée : quel sera la politique du gouvernement « indépendant » ? Quels seront ses choix, face aux exigences du FMI d'un côté et aux revendications des travailleurs de l'autre ? ■

## Chine

## La chute de Bo Xilai

## Alain Denizo

Début 2012, Bo Xilai, 63 ans, est non seulement l'un des vingt-cinq membres du bureau politique du Parti communiste chinois (PCC), mais surtout un prétendant au sommet suprême : le comité permanent de ce bureau, qui compte sept membres et qui tient entre ses mains le contrôle absolu de l'Etat.

Il est alors, ces derniers temps, présenté comme « l'étoile montante » du PCC devant accéder au poste suprême au XVIII<sup>e</sup> Congrès du parti au mois d'octobre suivant.

Le 15 mars 2012, il est limogé et disparaît de la circulation pendant un an et demi, détenu par les services d'enquête du PCC, puis par la police. Il est jugé fin août 2013 et condamné à la prison à perpétuité pour corruption et abus de pouvoir fin septembre.

Pourquoi ce procès, qui ne fut pas « ordinaire » ?

D'abord, le procès a duré cinq jours, et non pas quelques heures ; le pouvoir et l'accusé avaient visiblement trouvé un accord : l'accusé a toute liberté de se défendre, mais ni l'accusation ni Bo Xilai n'y parleraient de politique, et surtout pas des abus de pouvoir et de la corruption des dirigeants actuels. Mais ce qui est inédit dans ce genre de procès, c'est que l'accusé a nié en bloc toutes les charges retenues contre lui, ce qui, bien sûr, hypothéquait toute clemence des juges aux ordres. On n'avait pas vu cela depuis le procès de la « Bande des quatre », en 1980, où la veuve de Mao lança au procureur « Taisez-vous ! » avant d'être condamnée à mort.

Pour Bo Xilai, au-delà de la rocambolesque affaire de son bras droit qui se réfugia dans un consulat américain et de sa femme condamnée à mort pour avoir empoisonné un homme d'affaires britannique, ce verdict intervient formellement dans le cadre d'une campagne officielle contre la corruption lancée par le nouveau président et secrétaire du PCC chinois, Xi Jinping. De hauts cadres du PCC des entreprises et des administrations d'Etat font ainsi l'objet d'enquêtes depuis quelques mois.

Mais Bo Xilai n'est pas n'importe quel haut cadre : fils d'un des « huit immortels » du PC chinois, il avait commencé tard sa carrière politique, dans la pro-



Bo Xilai, lors de son procès.

vince du Liaoning, au nord de la Chine. Là, il entreprit de mettre en œuvre avec application la politique dite de réforme et d'ouverture, fermant toutes les entreprises industrielles d'Etat et privilégiant l'afflux massif de capitaux étrangers : « Investisseurs étrangers, vous pouvez tout acheter, sauf les mines », lançait un gouverneur de la province à l'époque.

C'est au cours de cette période de casse que Bo Xilai envoya en prison Yao Fuxin et Xiao Yunliang, les délégués élus des ouvriers de l'usine Ferro-Alliages de Liaoyang qui, en mars 2002, organisèrent grèves et manifestations de dizaines de milliers d'ouvriers.

## Au nom de la lutte contre la corruption

Pour réussir à gravir les derniers échelons, il délaissa alors la politique favorable au marché qu'il avait déployée pour revêtir des « habits rouges » quand il fut nommé à la tête de la mégapole de Chongqing (30 millions d'habitants) : il interdit alors les licenciements dans les entreprises d'Etat lors de la crise en 2009, développa une politique de logements sociaux très bon marché, accorda des droits étendus aux travailleurs migrants et des facilités aux étudiants. Il s'attaqua même à la corruption de façon musclée dans sa ville, mais se garda bien d'en appeler à la mobilisation de la population...

Bo Xilai bénéficiait du soutien de certains « princes » (les rejetons d'anciens

dirigeants) et de certains dirigeants des entreprises d'Etat, qui voyaient en lui un garant du maintien de leurs positions sociales et prébendes. Or la politique de Xi Jinping et du Premier ministre, Li Keqiang, tend à promouvoir le secteur privé et le « marché », mettant en danger les entreprises d'Etat.

Dans une situation où la récession qui frappe l'économie mondiale atteint aussi la Chine, où des millions d'emplois de PME y ont disparu, mais aussi où les grèves ouvrières et les manifestations ont redoublé l'été dernier, il s'agit pour les sommets de l'Etat-PCC de retrouver une cohésion, une autorité collective unique, et non pas de laisser agir des forces susceptibles de s'affronter plus ou moins ouvertement. Au nom de la lutte contre la corruption, il a donc fallu frapper un grand coup pour espérer faire passer cette politique fondée sur le marché au comité central qui se tiendra le mois prochain, ou, comme le dit un officiel, « en tuer un en guise d'avertissement pour cent autres »...

Est-ce gagné d'avance ? Il a fallu un an et demi pour trouver un consensus *à minima* pour que se tienne le procès de Bo, mais comme le fait remarquer un partisan des réformes, « compte tenu de l'attitude de Bo Xilai au tribunal, toute idée de consensus est devenue impossible. Les luttes politiques au sein du parti vont donc reprendre de plus belle, elles pourraient même se renforcer. » « J'attendrai tranquillement en prison, mais je suis sûr qu'on me rendra justice un jour », aurait dit Bo Xilai après le verdict.

La photo officielle du tribunal, où on le voit lors du verdict, le montre les poings serrés comme un boxeur, arborant ce sourire sardonique semblant indiquer que rien n'est joué encore, que les rôles pourraient s'inverser et que si sa peine de prison à perpétuité s'accompagne de la privation de ses droits politiques à vie pour lui interdire tout retour, tout peut arriver...

En mars 2012, juste après l'arrestation de Bo, *The Wall Street Journal* citait un spécialiste réputé de la Chine :

« La question à un million de dollars, c'est de savoir quels changements on peut apporter sans faire tomber tout l'échafaudage politique. (...) Plus vous réformez, plus vous abattez l'échafaudage. » ■

## Egypte

## 6 octobre : sanglant anniversaire !

## Correspondant

Dimanche 6 octobre 2013, les généraux égyptiens avaient appelé à commémorer le 40<sup>e</sup> anniversaire de la guerre d'octobre 1973 (1). Une guerre qui est à l'origine de l'accord de Camp David, signé en 1978 par Anouar el-Sadate, sous la houlette du président américain Carter, puis du traité de paix égypto-israélien de 1979.

Dimanche 6 octobre 2013, l'armée a encore réprimé dans le sang les manifestants pro-Morsi. Bilan officiel : quarante cinq morts au Caire et cinq autres dans différentes villes du pays, au moins 270 blessés.

Le 24 septembre, devant les chefs d'Etat du monde entier réunis en assemblée générale de l'ONU, Barack Obama a affirmé que le gouvernement égyptien

qui a remplacé celui de Mohamed Morsi « a répondu au désir de millions d'Égyptiens (...). A l'avenir, les Etats-Unis maintiendront une relation constructive avec le gouvernement intérimaire (...), mais nous n'avons pas livré certains équipements militaires, et notre soutien dépendra des progrès de l'Égypte sur le chemin de la démocratie. »

Etrange chemin de la démocratie que celui d'un gouvernement qui instaure l'état d'urgence, soumet la capitale à un couvre-feu nocturne, la quadrille de barrages de militaires équipés de blindés, donne carte blanche aux policiers et aux militaires pour ouvrir le feu sur tout manifestant qui s'en prendrait à des biens publics.

Le 19 septembre, le gouvernement mis en place par les militaires a annoncé qu'il portera le salaire minimum des fonctionnaires à 1 200 livres (128 euros)

au 1<sup>er</sup> janvier 2014. La Fédération égyptienne des syndicats indépendants, dont l'actuel ministre de la Main-d'œuvre fut le président, a rejeté la proposition gouvernementale, le public et le privé étant traités différemment.

## «Même s'il doit leur en coûter une troisième révolution dans le pays»

Le gouvernement a cédé devant les représentants du secteur privé, qui exigent que chaque secteur et chaque région fixent leur propre salaire minimum et qu'il intègre les indemnités de transports et de repas.

La Banque mondiale estime qu'en Egypte, la moitié des salariés sont en dessous du seuil de pauvreté et que la majorité d'entre eux travaillent dans le secteur privé.

Le 23 septembre, lors d'une conférence de presse, les dirigeants de la Fédération égyptienne des syndicats indépendants ont prévenu que les travailleurs continueront leur lutte, « même s'il doit leur en coûter une troisième révolution dans le pays ».

L'inquiétude règne dans les cercles dirigeants. Le président du département de sciences politiques de l'université du Caire, Hassan Nafaa, ardent partisan du gouvernement et de sa feuille de route, a signé un article dans le quotidien indépendant *Al Masry Al-Youm* (4 octobre 2013), intitulé : « Le compte à rebours pour le gouvernement du premier ministre Hazem el-Beblaoui a-t-il déjà commencé ? » « Le gouvernement, qui approche de ses cent jours, écrit-il, a échoué à se faire connaître, particulièrement des pauvres et des couches marginalisées qui n'ont vu

aucune amélioration de leurs conditions de vie ou même entrevu leur amélioration dans un avenir proche. Je n'ai absolument aucun doute sur le fait qu'un sentiment de frustration s'installe à nouveau en nous, mais beaucoup plus rapidement cette fois. Après une brève période d'optimisme, un nombre croissant d'Égyptiens estiment que le gouvernement actuel ne diffère pas beaucoup de celui qui l'a précédé et qu'il traite les problèmes accumulés et complexes de l'Égypte de la même façon que les gouvernements précédents. » ■

(1) Guerre qui a opposé les troupes de l'Etat d'Israël à l'armée égyptienne et à l'armée syrienne.

## U N E S E M A I N E D A N S L E M O N D E

## AFGHANISTAN

Après son "retrait",  
l'armée américaine  
exige un blanc-seing  
pour toute opération  
militaire

Depuis plusieurs mois, Washington met au point un « accord bilatéral de sécurité » qui définira les modalités de la présence d'un contingent américain en Afghanistan, après la fin de la mission de combat des troupes de l'Otan en 2014.

« Les Etats-Unis souhaiteraient pouvoir mener à leur guise des opérations militaires, des raids nocturnes et des perquisitions » en Afghanistan, explique le porte-parole du président fantoche Hamid Karzaï.

## AFRIQUE DU SUD (1)

Plus d'un mort par jour  
sous les balles  
de la police

La police sud-africaine avait abattu 34 mineurs grévistes de Marikana en août 2012.

« Au total, il y a eu 431 affaires de décès résultant de l'action de la police et 485 morts », indique un rapport portant sur la période allant d'avril 2012 à mars 2013.

Macabre décompte qui inclut la fusillade de Marikana, au cours de laquelle trente-quatre mineurs ont été abattus par la police et 270 blessés, le 16 août 2012, durant la grande grève des mineurs. Le rapport fait aussi état de 275 décès dans des commissariats l'an dernier. La plupart des personnes décédées ont été trouvées pendues.

Parmi elles, le chauffeur de taxi collectif mozambicain Mido Maci, mort en février 2013 dans un commissariat des environs de Johannesburg après avoir été traîné dans la rue, attaché à l'arrière d'un fourgon de police. La vidéo de cet assassinat avait fait le tour du monde.

# 4,272

C'est, en millions, en Espagne, le nombre de personnes inscrites au chômage, en septembre, annoncé le 2 octobre par le ministère de l'Emploi.

Les jeunes de moins de 25 ans sont les plus touchés par le chômage, avec un taux de 56,1 %.

Italie : Lampedusa,  
"cimetière des migrants"

Un des camps de réfugiés à Lampedusa.

La presse italienne a dénoncé « le massacre de la honte », « le cimetière des migrants » qu'est devenue l'île de Lampedusa, après le naufrage d'un bateau — un de plus — qui a fait officiellement à ce jour, 8 octobre, 232 morts et une centaine de disparus. Tout porte à croire que le nombre de morts pourrait atteindre 300 et plus. « Le massacre de la honte », titrait *La Repubblica*, rappelant qu'il s'agit de la « plus grande tragédie en mer des clandestins », avec des enfants et des femmes enceintes parmi les victimes.

Le pape, les dirigeants des partis, le président de la République, Giorgio Napolitano, les membres du gouvernement, les porte-parole de l'Union européenne..., toutes les bonnes âmes se répandent en pleurs et lamentations... Des « clandestins », disent-ils, pour parler de ces milliers de miséreux

qui se succèdent par vagues et viennent mourir à quelques cinq cents mètres des plages de Lampedusa.

En vingt ans, 17 000 migrants sont ainsi morts en tentant d'entrer en Europe. « Massacre de la honte », certes. Mais un massacre qui n'est pas sans cause ni coupables. C'est celui de jeunes hommes, de femmes et d'enfants qui fuient l'Afrique, pillée, massacrée par les multinationales et les gouvernements à leur solde, et par les guerres dites « humanitaires ». Des hommes, des femmes, des jeunes qui viennent battre aux portes d'une Europe ravagée par la politique des mêmes multinationales, orchestrée par l'Union européenne et le FMI. Une politique qui, en Europe, a déjà précipité dans le chômage et la misère noire, plus de 19 millions de travailleurs des dix-sept pays de la zone euro. ■

## EUROPE ET MAGHREB

## Les priorités de l'OTAN pour la prochaine période



A l'approche de la fin de son intervention en Afghanistan, sa guerre la plus longue et lointaine, l'OTAN se recentre sur l'Europe en y multipliant les exercices, notamment en Méditerranée, la région sur laquelle le gouvernement américain concentre toute son attention.

Avec 23 navires et 5 000 hommes mobilisés depuis le 25 septembre dans cette région, « Brilliant Mariner 13 » est l'exercice maritime le plus ambitieux mené par l'OTAN depuis sept ans.

Jusqu'au 6 octobre, une large zone a été sécurisée en mer Tyrrhénienne, au sud de la Sardaigne, pour recréer les conditions des situations de crise : affrontement naval classique, attaque aérienne, acte terroriste, mission de sauvetage.

« Ce type d'exercices va devenir une priorité dans les prochaines années », explique le général américain Philip Breedlove, commandant des forces alliées en Europe, venu superviser les opérations.

Pour l'OTAN, baisser la garde n'est pas à l'ordre du jour, notamment en Méditerranée où les crises se succèdent depuis le début de ce qu'ils appellent le « printemps arabe ». « Il est clair que les bouleversements dans cette zone préoccupent fortement les alliés », reconnaît Alexander Vershbow, le secrétaire général adjoint de l'OTAN. Les exercices de cette année visent surtout, explique-t-il, à muscler la force de réaction rapide (NRF) de l'OTAN, la petite armée multinationale de 13 000 hommes qui doit lui permettre de réagir à « une crise émergente, n'importe où dans le monde ».

## AFRIQUE DU SUD (2)

Troisième semaine de grèves  
dans l'automobile

A Port Elizabeth (sud-est), ville surnommée la « Detroit de l'Afrique du Sud », le syndicat national des métallurgistes Numsa a consulté ses adhérents sur la base de l'ultime proposition patronale.

Elle prévoit une hausse annuelle de 10 % des salaires, suivie de 8 % de plus en 2014 et en 2015, sous réserve d'une « clause de paix » empêchant de faire grève sur cette période de trois ans.

« Nous devons persuader nos membres d'accepter cette offre, mais les ouvriers ne veulent pas de cette clause de paix incluse dans l'accord », a précisé le secrétaire régional du Numsa, Phumzile Nodongwe.

Plusieurs usines sud-africaines sont à l'arrêt, faute de pièces pour alimenter les chaînes.

La grève des usines de composants (78 000 salariés environ) fait suite à vingt et un jours de grève des employés de la fabrication (environ 35 000 salariés) fin août-début septembre, qui ont finalement obtenu une augmentation de salaire de 11,5 %, suivie de 10 % tous les ans jusqu'en 2015.

Au total, les sept constructeurs automobiles sont perturbés depuis six à sept semaines, une durée « sans précédent », selon le porte-parole des patrons de la branche.

## GUADELOUPE

Hommage à maître René Falla  
"On nonm vèwtikal, on gran Nèg"

C'est avec une grande émotion et une profonde tristesse que nous avons appris le décès de René Falla, avocat militant au barreau de Pointe-à-Pitre.

Sous sa carrure robuste de *Nèg nwè* (Nègre noir), comme il aimait se décrire, se cachait un être d'une grande humanité et d'une très grande sensibilité.

Il aimait la Guadeloupe, il aimait les Guadeloupéens et avait un amour profond pour son île, Marie-Galante, et les gens qui y vivent. Il était fier de ses origines, fier de sa famille, fier a mès é labitid annou (de nos mœurs et de notre coutume). Il disait souvent « fo timoun Gwadeloup aprann lékòl » (il faut que les enfants de Guadeloupe apprennent à l'école), car il savait mieux que quiconque ce que la connaissance, l'apprentissage, l'instruction, l'école peuvent apporter à la construction et à l'épanouissement d'un homme dans la société.

Militant anticolonialiste, il était toujours présent aux côtés de l'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) pour combattre *tout pwofitasyon* (toute exploitation), et chacun se rappellera pendant longtemps ses fameuses passes d'armes avec les différents procureurs.

La Guadeloupe perd on nonm vèwtikal, on gran Nèg (un homme debout, un grand Nègre), défenseur des sans-voix. L'UGTG rend hommage à René Falla é ka voyé onlo fòs pou madanm ay, timoun ay é tout fanmi ay (et adresse ses condoléances à sa femme, ses enfants et toute sa famille).

L'UGTG ka mandé tout militan é adéran ay pòté fòs é solidarité (appelle chaque militant et adhérent à leur apporter force et solidarité).

Le secrétaire général de l'UGTG, Elie Domota Lapwent, 5 octobre 2013

## Comité international contre la répression

CONFERENCE > Lundi 14 octobre 2013, de 18 heures à 20 heures, Bourse du travail de Paris (salle Jean-Jaurès, 3, rue du Château-d'Eau, 75010, métro République)

Sous la présidence de Jean-Jacques Marie, prendront la parole, notamment, Jacques Girod, syndicaliste CGT-FO ayant participé à la conférence continentale en Haïti, et Gérard Bauvert, journaliste, à propos de la répression antisyndicale (tests génétiques) en Guadeloupe et dans l'Hexagone.

Le Cicc rendra compte de la délégation reçue à ce sujet au ministère de la Justice, mardi 1<sup>er</sup> octobre. Une information sera également donnée concernant la situation des libertés syndicales en ex-URSS. Vous êtes cordialement invités. Le bureau du Cicc